

Demande de propositions (DP) : 01B68-20-0084

POUR LA MISE EN ŒUVRE DE

Programmes d'assurance agricole

POUR

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)

Autorité contractante :

Rhonda DiMarco
Spécialiste principale des contrats
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Unité contractante pour les services professionnels,
1341, chemin Baseline, Tour 5, 2^e étage, bureau 334
Ottawa (Ontario) K1A 0C5
Téléphone : 613-773-0934
Courriel : rhonda.dimarco@canada.ca

TABLE DES MATIÈRES

- 1.0 Résumé du projet
- 2.0 Exigences relatives à la sécurité
- 3.0 Interprétation

PARTIE 1 : INSTRUCTIONS, RENSEIGNEMENTS ET MODALITÉS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 1.0 Capacité contractuelle
- 2.0 Acceptation des conditions générales
- 3.0 Engagement de frais
- 4.0 Demandes de renseignements – Étape de l'appel d'offres
- 5.0 Droits du Canada
- 6.0 Proposition unique reçue – Justification des prix
- 7.0 Dispositions obligatoires
- 8.0 Compte rendu
- 9.0 Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement

PARTIE 2 : INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DE LA PROPOSITION ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

- 1.0 Lois applicables
- 2.0 Soumission par voie électronique et présentation de la proposition
- 3.0 Instructions pour la préparation des propositions
- 4.0 Préparation de la proposition technique (section 1)
- 5.0 Préparation de la proposition financière (section 2)
- 6.0 Attestations exigées (section 3)
- 7.0 Méthodes d'évaluation
- 8.0 Demande de modification de la proposition

PARTIE 3 : MODALITÉS ET CONDITIONS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 1.0 Conditions générales
- 2.0 Exigences
- 3.0 Exigences relatives à la sécurité
- 4.0 Durée du contrat
- 5.0 Autorité contractante
- 6.0 Chargé de projet
- 7.0 Représentant de l'entrepreneur
- 8.0 Ordre de priorité des documents
- 9.0 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

- 10.0 Remplacement du personnel
- 11.0 Accès aux installations et au matériel de l'État
- 12.0 Dommages aux biens de l'État ou perte de ceux-ci
- 13.0 Base de paiement
- 14.0 Dépôt direct
- 15.0 Méthode de paiement
- 16.0 Instructions relatives à la facturation
- 17.0 Attestations obligatoires
- 18.0 Résident non permanent
- 19.0 Exigences en matière d'assurances

LISTE DES ANNEXES

- Annexe A – Conditions générales
- Annexe B – Énoncé des travaux
- Annexe C – Base de paiement
- Annexe D – Procédures et critères d'évaluation
- Annexe E – Exigences en matière d'attestations
- Annexe 1 – Exemple de tableau de bord
- Annexe 2 – Exemples numériques d'assurance

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.0 RÉSUMÉ DU PROJET

Ce contrat vise à explorer une nouvelle approche en matière de programmes d'assurance agricole. La société d'experts-conseils examinera les programmes publics et privés offerts au Canada et dans d'autres pays développés afin de comparer de façon plus approfondie le modèle de programmes d'assurance des revenus et des marges agricoles d'AAC dans son ensemble avec les programmes offerts ailleurs. L'étude sera basée sur deux secteurs (à savoir les céréales et les oléagineux, et les bovins).

2.0 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

La présente demande de propositions ne comporte aucun élément relatif à la sécurité.

3.0 INTERPRÉTATION

Dans la présente demande de proposition (DP),

- 3.1 « Canada », « État », « Sa Majesté », « gouvernement » ou « Agriculture et Agroalimentaire Canada » ou « AAC », signifient Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre d'AAC;
- 3.2 « contrat » ou « contrat subséquent » désigne l'entente écrite intervenue entre AAC et l'entrepreneur, comportant les conditions générales (énoncées à l'annexe A de la DP), toutes les conditions générales supplémentaires figurant dans la DP et tout autre document visé ou mentionné comme faisant partie du contrat, le tout modifié à la suite d'une entente entre les parties, le cas échéant;
- 3.3 « autorité contractante ou son représentant autorisé » désigne le représentant officiel d'AAC, défini à l'article 5.0 de la partie 3 de la présente DP, qui est chargé de la gestion du contrat. Toute modification au contrat doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit exécuter aucune tâche excédentaire ou qui ne fait pas partie du champ d'application du contrat en se fondant sur des demandes verbales ou écrites, ou des directives de tout fonctionnaire autre que le représentant officiel d'AAC susmentionné;
- 3.4 « Entrepreneur » s'entend de la personne ou de l'entité dont le nom apparaît sur la page de signature du contrat et qui peut fournir des biens ou des services au Canada en vertu du contrat;
- 3.5 « Ministre » s'entend du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ou toute autre personne autorisée à agir en son nom;
- 3.6 « Chargé de projet ou son représentant autorisé » désigne le représentant officiel d'AAC, défini à l'article 6.0 de la partie 3 de cette DP, qui est chargé de toutes les questions concernant : a) le contenu technique du travail visé par le contrat; b) tous les changements proposés à la portée du contrat; par contre, tout changement qui en découle ne peut être confirmé que par une modification de contrat émise par l'autorité contractante; c) l'inspection et l'autorisation de tous les travaux réalisés tels que définis dans l'énoncé des travaux, et l'examen et l'inspection de toutes les factures présentées;
- 3.7 « Proposition » désigne une offre, présentée en réponse à une demande adressée par une autorité contractante et qui constitue une réponse aux problèmes, aux exigences ou aux objectifs énoncés dans la demande;

- 3.8 « Soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité qui soumet une proposition en réponse à la présente DP;
- 3.9 « Travaux » désigne l'ensemble des activités, des services, des biens, des équipements, des logiciels, des choses et des objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir conformément aux dispositions de cette DP.

PARTIE 1 : INSTRUCTIONS, RENSEIGNEMENTS ET MODALITÉS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1.0 CAPACITÉ CONTRACTUELLE

1.1 Le soumissionnaire doit avoir la capacité juridique de passer des contrats. S'il est une entreprise à propriétaire unique, une société ou une personne morale, il doit fournir un énoncé indiquant les lois en vertu desquelles il est enregistré ou constitué en société et préciser le nom enregistré ou la dénomination sociale de l'entreprise, son adresse ainsi que le pays où se situent la propriété ou les intérêts majoritaires de l'organisation, conformément à l'annexe E de la présente DP.

2.0 ACCEPTATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

2.1 AAC ne prendra en considération que les propositions dont les soumissionnaires acceptent les conditions générales d'AAC.

2.2 Les conditions générales figurant à l'annexe A et celles énoncées à la partie 3 de la présente DP doivent faire partie du contrat subséquent.

3.0 ENGAGEMENT DE FRAIS

3.1 AAC ne remboursera pas les coûts de la préparation de la proposition.

3.2 Aucuns frais engagés avant la réception d'un contrat signé ou d'une autorisation écrite précise de la part d'une autorité contractante ne peuvent être facturés dans le cadre d'un contrat subséquent.

4.0 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – ÉTAPE DE L'APPEL D'OFFRES

4.1 Toutes les demandes de renseignements ou autres communications ayant trait au présent appel d'offres doivent être adressées par écrit à l'autorité contractante dont le nom figure sur la page couverture de la présente DP. Il incombe aux soumissionnaires de se faire expliquer, au besoin, les exigences énoncées dans le présent document avant de soumettre leur proposition.

4.2 L'autorité contractante doit recevoir les demandes de renseignements et les questions au plus tard **dix (10)** jours civils avant la date de clôture pour la présentation des soumissions, établie aux présentes, afin d'accorder un délai suffisant pour donner une réponse. Il est possible qu'on ne puisse répondre avant la date de clôture aux demandes de renseignements ou aux questions reçues après cette date.

4.3 Afin d'assurer la cohérence et la qualité des renseignements donnés aux soumissionnaires, l'autorité contractante transmettra simultanément, à tous les soumissionnaires, toute l'information pertinente relative aux demandes de renseignements **importantes** reçues et aux réponses données à celles-ci, sans révéler la source de ces demandes de renseignements.

4.4 Durant toute la période d'appel d'offres, toutes les demandes de renseignements et autres communications avec des représentants du gouvernement doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'autorité contractante nommée ci-dessous. Le non-respect de cette condition durant la période de DP pourrait entraîner le rejet d'une proposition (pour cette seule raison).

- 4.5 À moins d'indication contraire, il n'y aura pas de rencontres individuelles avec les soumissionnaires avant l'heure et la date de clôture de la présente DP.
- 4.6 Il n'est pas permis aux soumissionnaires de poser des conditions ni de formuler des hypothèses qui limiteraient ou modifieraient la portée du travail selon l'énoncé des travaux présenté à l'annexe B.

5.0 DROITS DU CANADA

- 5.1 Le Canada se réserve le droit :
1. d'accepter toute proposition en totalité ou en partie, sans négociation préalable;
 2. de rejeter l'une ou la totalité des propositions reçues dans le cadre de la présente DP;
 3. d'annuler ou de publier de nouveau la présente DP en tout temps;
 4. de demander au soumissionnaire de justifier toute déclaration incluse dans la proposition;
 5. de négocier avec un ou plusieurs soumissionnaires un ou plusieurs aspects de leur proposition;
 6. d'attribuer un ou plusieurs contrats;
 7. de retenir toutes les propositions présentées à la suite de la présente DP.

6.0 JUSTIFICATION DES TAUX POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS

- 6.1 D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Au moment où le Canada évaluera les tarifs proposés, il pourra, sans toutefois y être obligé, demander un document de soutien des prix pour tous les tarifs proposés. Des exemples de justification des prix acceptables pour le Canada seraient :
1. des documents (comme des factures) qui démontrent que le soumissionnaire a récemment offert et facturé à un autre client (qui n'a pas de lien de dépendance avec le soumissionnaire) des services semblables à ceux qui seraient fournis aux termes d'un contrat subséquent et que le tarif était inférieur ou égal à celui proposé au Canada (afin d'assurer la confidentialité du client, le soumissionnaire peut rayer le nom et les renseignements personnels du client sur la facture présentée au Canada);
 2. un contrat signé, conclu entre le soumissionnaire et une personne qualifiée (selon les qualifications précisées dans la présente demande de soumissions) afin de fournir des services aux termes d'un contrat subséquent, où le montant devant être versé à la ressource par le soumissionnaire est équivalent ou inférieur au prix offert;
 3. un contrat signé avec un sous-traitant qui effectuera les travaux aux termes d'un contrat subséquent, stipulant que les services requis seront fournis à un prix équivalent ou inférieur au prix offert;
 4. des renseignements sur le salaire et les avantages sociaux fournis aux employés du soumissionnaire aux fins de la prestation de services lorsque le montant de la rémunération, converti à un taux journalier ou horaire (selon le cas), est équivalent ou inférieur au taux offert pour cette catégorie de ressource.

Lorsque le Canada demande une justification des tarifs offerts, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter les renseignements (sous une des formes suggérées ci-dessus, ou à l'aide d'autres renseignements démontrant qu'il sera en mesure de recouvrer ses propres frais à partir des tarifs proposés) qui permettront au Canada d'établir s'il peut s'en remettre, en toute confiance, à la capacité du soumissionnaire d'offrir les services requis aux prix proposés tout en recouvrant, au minimum, les frais engagés. Si le Canada établit que les renseignements donnés par le

soumissionnaire ne parviennent pas à démontrer la capacité du soumissionnaire de recouvrer ses propres frais à partir des tarifs proposés, il pourra, à son entière discrétion, déclarer la soumission non conforme.

7.0 DISPOSITIONS OBLIGATOIRES

7.1 Lorsque les mots « **doit** », « **faut** » ou « **devra** » apparaissent dans la présente DP, on doit considérer cette clause comme une exigence obligatoire.

8.0 COMPTE RENDU

8.1 Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent alors présenter leur demande à l'autorité contractante dans le délai qui est stipulé dans le préavis d'attribution du contrat. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne, à la discrétion de l'autorité contractante.

9.0 BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'APPROVISIONNEMENT

Si vous avez des questions ou des préoccupations concernant la demande de soumissions, vous pouvez en faire part au Ministère ou au Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA). Ce dernier a été créé par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux fournisseurs un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de contrats de moins de 25 000 \$ pour des biens ainsi que de moins de 100 000 \$ pour des services. Vous pouvez soulever des questions ou des préoccupations concernant une demande de soumissions ou l'attribution du contrat subséquent auprès du BOA par téléphone, au numéro 1-866-734-5169, ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa.opo.gc.ca. Vous pouvez également obtenir de plus amples renseignements sur les services qu'offre le BOA en consultant son site Web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca.

PARTIE 2 : INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DE LA PROPOSITION ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

1.0 LOIS APPLICABLES

- 1.1 Le contrat sera interprété et régi selon les lois en vigueur de l'Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.
- 1.2 À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé au paragraphe précédent et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est apporté, le soumissionnaire reconnaît que la loi applicable spécifiée est acceptable.

2.0 PRÉSENTATION DE LA PROPOSITION

- 2.1 Étant donné la nature de la présente DP, la transmission électronique des propositions par **courrier électronique** à AAC **sera acceptée. En raison de la taille du fichier, plusieurs courriels seront acceptés si nécessaire.**
- 2.2 La proposition **DOIT ÊTRE ENVOYÉE PAR COURRIEL** à l'autorité contractante désignée à la première page de la présente DP au plus tard le **mercredi 13 janvier 2021 à 12 h (HNE)**.
- 2.3 Il incombe au soumissionnaire de présenter sa proposition à temps au lieu indiqué. Il lui incombe aussi de s'assurer que la proposition sera livrée correctement à l'autorité contractante.
- 2.4 Les propositions soumises en réponse à la présente DP ne seront pas retournées.

3.0 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES PROPOSITIONS

- 3.1 La proposition **doit** être structurée en **TROIS PARTIES DISTINCTES**, comme il est indiqué ci-après :

| | | |
|-----------|---|---------|
| Section 1 | Proposition technique (sans mention du prix) | 1 copie |
| Section 2 | Proposition financière | 1 copie |
| Section 3 | Attestations | 1 copie |

- 3.2 Le soumissionnaire ne peut **présenter qu'une seule proposition dans l'une ou l'autre des langues officielles.**
- 3.3 Chaque copie de la proposition doit mentionner la dénomination sociale du soumissionnaire, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur et l'adresse électronique de sa personne-ressource ainsi que le numéro de la DP.

4.0 PRÉPARATION DE LA PROPOSITION TECHNIQUE (section 1)

4.1 Dans la proposition technique, le soumissionnaire doit démontrer qu'il comprend bien les exigences de l'**énoncé des travaux à l'annexe B**, et comment il entend satisfaire aux exigences des **méthodes et critères d'évaluation de l'annexe D**.

5.0 PRÉPARATION DE LA PROPOSITION FINANCIÈRE (section 2)

Dans sa proposition financière, le soumissionnaire devra proposer un prix ferme tout compris pour la fourniture des services demandés conformément à l'énoncé des travaux à l'**annexe B**.

Les exigences de la proposition financière sont décrites à l'annexe D, Méthodes et critères d'évaluation.

Les coûts ne doivent apparaître dans aucune partie de la proposition sauf dans la proposition financière.

Budget maximal : Le prix ferme tout compris du contrat accordé ne doit pas dépasser **106 194 \$ CAN (excluant les taxes applicables) pour le contrat initial et 115 044 \$ pour la période d'option (excluant les taxes applicables)**. Toute soumission dont le prix dépasse ce montant sera considérée comme étant non conforme et sera rejetée.

6.0 ATTESTATIONS EXIGÉES

Pour obtenir un contrat, le soumissionnaire doit présenter les attestations indiquées à l'**annexe E**. Les attestations doivent être soumises en même temps que la proposition. Le Canada pourra déclarer qu'une proposition est irrecevable si les attestations ne sont pas fournies ou remplies sur demande. Si le Canada compte refuser une proposition dans le cadre de cette clause, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui fixera un délai pour répondre à ces exigences. Si le soumissionnaire ne se conforme pas à la demande de l'autorité contractante et ne satisfait pas aux exigences dans le délai fixé, sa proposition sera jugée irrecevable.

Il est possible que le Canada vérifie la conformité des attestations qui lui ont été fournies par le soumissionnaire. L'autorité contractante a le droit de demander des renseignements supplémentaires avant et après qu'un contrat soit attribué afin de vérifier la conformité du soumissionnaire avec les attestations applicables. La soumission sera déclarée non recevable si l'on détermine que le soumissionnaire a présenté une attestation fautive, en connaissance de cause ou non, ou qu'il ne réussit ni à se conformer aux attestations ni à donner suite à la demande de l'autorité contractante de fournir des renseignements supplémentaires.

7.0 MÉTHODES D'ÉVALUATION

7.1 Les propositions seront évaluées en conformité avec les méthodes et les critères d'évaluation précisés à l'**annexe D**. Les propositions reçues seront comparées séparément aux critères d'évaluation déterminés aux présentes à l'égard des exigences totales décrites dans la présente demande de proposition et en concomitance avec l'Énoncé des travaux (**annexe B**) qui accompagne cette dernière.

- 7.2 Une équipe d'évaluation composée de représentants d'AAC évaluera les propositions au nom du Canada.
- 7.3 L'équipe d'évaluation se réserve le droit, sans être tenue de l'exercer, de prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :
- a) demander des précisions ou vérifier l'exactitude de certains renseignements ou de tous les renseignements fournis par les soumissionnaires relativement à la demande de soumissions;
 - b) communiquer avec l'une ou toutes les personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les soumissionnaires;
 - c) demander, avant l'attribution de tout contrat, des renseignements précis sur la situation juridique des soumissionnaires;
 - d) vérifier tous les renseignements fournis par les soumissionnaires en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers;
 - e) interviewer, aux frais des soumissionnaires, tout soumissionnaire ou une des personnes qu'ils proposent pour répondre aux exigences de la demande de soumissions.

8.0 DEMANDE DE MODIFICATION DE LA PROPOSITION

- 8.1 Tout changement apporté à la présente DP se fera au moyen d'un addenda qui sera affiché publiquement sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG).

PARTIE 3 : MODALITÉS ET CONDITIONS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les modalités suivantes doivent faire partie du contrat subséquent lorsque ce contrat est attribué dans le cadre de la DP n° 01B68-20-0084 :

1.0 CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Les conditions générales décrites à l'**annexe A** doivent faire partie de tout contrat subséquent.

2.0 EXIGENCES

2.1 L'entrepreneur fournira les services précisés à l'annexe B, Énoncé des travaux.

2.2 Pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit prévoir la même personne-ressource, ci-après appelée « représentant de l'entrepreneur », qui sera chargée de gérer le contrat.

3.0 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

3.1 Les travaux ne sont assortis d'aucune exigence relative à la sécurité.

4.0 DURÉE DU CONTRAT

Le contrat sera établi de la date de son attribution au 31 octobre 2021.

4.1 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat jusqu'au 31 mars 2022, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que, pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement. Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'échéance du marché. L'option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et, à des fins administratives seulement, se matérialisera au moyen d'une modification au contrat.

5.0 AUTORITÉ CONTRACTANTE

5.1 L'autorité contractante est :

Rhonda DiMarco
Spécialiste principale des contrats
Unité contractante pour les services professionnels
Agriculture et Agroalimentaire Canada
1341, chemin Baseline, Tour 5, 2^e étage, bureau 334
Ottawa (Ontario) K1A 0C5
Téléphone : 613-773-0934
Courriel : rhonda.dimarco@canada.ca

5.2 L'autorité contractante (ou son représentant autorisé) est responsable de la gestion du contrat. Toute modification au contrat doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit

pas exécuter de travaux en sus ou en dehors du cadre ou de la portée du contrat à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites d'un fonctionnaire autre que l'agent susmentionné.

6.0 CHARGÉ DE PROJET

6.1 Le chargé de projet pour le contrat est :

Les coordonnées du chargé de projet seront fournies au moment de l'attribution du contrat.

6.2 Le chargé de projet, ou son représentant autorisé est responsable :

1. de toutes les questions se rapportant au contenu technique des travaux réalisés dans le cadre de ce contrat;
2. de la définition des changements proposés à la portée des travaux; toutefois, ces changements ne pourront être confirmés qu'au moyen d'une modification du contrat produite par l'autorité contractante;
3. de l'inspection et de l'acceptation de tous les travaux réalisés, tels qu'ils sont décrits dans l'énoncé des travaux;
4. de l'examen et de l'approbation de toutes les factures présentées.

7.0 REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR

7.1 Le représentant de l'entrepreneur aux fins du contrat est :

Les coordonnées du représentant de l'entrepreneur seront fournies au moment de l'attribution du contrat.

7.2 Les tâches et les responsabilités du représentant de l'entrepreneur sont les suivantes :

1. se charger de la gestion globale du contrat;
2. veiller à ce que le contrat soit administré conformément aux conditions qui y sont prévues;
3. agir à titre de personne-ressource afin de résoudre tout différend contractuel pouvant survenir. Le représentant de l'entrepreneur doit pouvoir s'adresser directement au niveau de gestion de l'organisation de l'entrepreneur qui est investi du pouvoir décisionnel pour les questions contractuelles;
4. être considéré comme la seule personne reconnue par l'organisation de l'entrepreneur pour parler au nom de celui-ci en ce qui a trait à la gestion du contrat;
5. surveiller toutes les ressources qui offrent des services et des produits livrables conformément au contrat;
6. faire la liaison avec le chargé de projet pour toutes les questions liées aux aspects techniques des travaux et au rendement des ressources;
7. gérer la transition découlant de toute rotation des ressources au cours de la période des travaux.

8.0 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS

8.1 Les documents énumérés ci-après font partie intégrante du contrat. S'il y a divergence dans le libellé de tout document qui apparaît sur la liste, le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste l'emporte sur celui de tout autre document figurant plus bas sur la liste :

1. les présentes modalités;
2. l'énoncé des travaux, annexe B;
3. les conditions générales, annexe A;
4. la base de paiement, annexe C;
5. les attestations exigées, annexe E;
6. la demande de propositions 01B68-20-0084;
7. la proposition de l'entrepreneur en réponse à la présente DP.

9.0 FONDEMENT DU TITRE DU CANADA SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Dans la présente section de la DP,

- 9.1 « Matériel » désigne tout ce qui est créé ou conçu par l'entrepreneur aux fins d'exécution des travaux prévus au contrat et qui est protégé par des droits d'auteur, mais exclut les programmes informatiques et la documentation relative au logiciel.
- 9.2 Agriculture et Agroalimentaire Canada a déterminé que toute propriété intellectuelle inhérente à l'exécution du travail sous contrat sera dévolue au Canada pour les raisons suivantes :

Conformément à la Politique sur le titre de propriété intellectuelle découlant des marchés d'acquisition de l'État du Conseil du Trésor, le Canada a choisi de s'approprier les droits de propriété intellectuelle de tout matériel assujéti au droit d'auteur qui est créé ou conçu dans le cadre des travaux, à l'exception des logiciels ou de la documentation s'y rapportant.

10.0 REMPLACEMENT DU PERSONNEL

- 10.1 L'entrepreneur offrira les services du personnel désigné dans sa proposition pour l'exécution des travaux, sauf s'il est incapable de le faire pour des raisons indépendantes de sa volonté.
- 10.2 Lorsqu'il est dans l'impossibilité de fournir les services prévus, l'entrepreneur est tenu de communiquer immédiatement avec le chargé de projet. Dans cette situation, l'entrepreneur doit trouver un entrepreneur ou du personnel de remplacement possédant des compétences et une expérience similaires, comme mentionné à **l'annexe D, Méthodes et critères d'évaluation**.
- 10.3 L'entrepreneur proposera du personnel de remplacement au chargé de projet dans les cinq (5) jours ouvrables (curriculum vitae et références). L'entrepreneur devra faire parvenir par écrit au chargé de projet les raisons du retrait de l'employé affecté initialement, le nom de l'employé suggéré pour le remplacement ainsi que ses compétences et son expérience. Le chargé de projet se réserve le droit d'interviewer les remplaçants proposés.
- 10.4 L'employé affecté selon les exigences du travail sera en mesure de réaliser les travaux à un niveau de compétence raisonnable. Si l'employé affecté est jugé inapte au travail par le chargé de projet, l'entrepreneur devra immédiatement le remplacer par un employé compétent approuvé par le chargé de projet.
- 10.5 L'entrepreneur doit fournir du personnel de remplacement compétent de sorte qu'en cas de maladie ou d'accident, ou pour toute autre cause imprévue empêchant une personne de remplir ses obligations,

cette personne puisse être remplacée dans les cinq (5) jours ouvrables suivants par une personne possédant des aptitudes et des qualifications similaires.

- 10.6 La qualité des services rendus par les ressources affectées à l'exécution du contrat sera évaluée régulièrement. L'évaluation portera sur la qualité et les délais d'exécution des produits livrables prévus dans l'énoncé des travaux. Si la qualité et les produits livrables ne sont pas conformes aux exigences, au cours d'un mois donné, l'État a le droit de demander que l'entrepreneur remplace immédiatement les ressources assignées, conformément aux clauses du contrat incluses ou mentionnées dans la DP n° 01B68-20-0084.
- 10.7 En aucun cas, l'entrepreneur ne doit laisser des employés non autorisés ou non qualifiés réaliser le travail, qu'il s'agisse de ressources initialement désignées ou de remplaçants. De plus, l'acceptation de remplaçants par le chargé de projet ne dispense pas l'entrepreneur de la responsabilité de satisfaire aux exigences du contrat.

11.0 ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET AU MATÉRIEL DE L'ÉTAT

Cette section est intentionnellement laissée en blanc.

12.0 DOMMAGE AUX BIENS DE L'ÉTAT OU PERTE DE CEUX-CI

- 12.1 L'entrepreneur doit rembourser au Canada les coûts ou les dépenses liés à l'endommagement ou à la perte de biens de l'État résultant du contrat ou de son exécution, ou, après avoir reçu un délai raisonnable à cet effet, réparer rapidement ces dommages ou remplacer les biens perdus à la satisfaction du Canada.

13.0 BASE DE PAIEMENT

- 13.1 AAC paiera l'entrepreneur pour les services rendus conformément à l'annexe C (Base de paiement) ci-jointe pour les travaux réalisés aux termes du contrat.
- 13.2 À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations conformément au contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat) pour le contrat initial et un prix ferme de _____ \$ pour la période d'option (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement de conception, ou toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

- 13.3 Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

14.0 DÉPÔT DIRECT

L'entrepreneur accepte de recevoir le paiement par dépôt direct à une institution financière.

Le gouvernement du Canada estime que la protection des renseignements personnels et la sécurité sont de la plus haute importance dans le versement des paiements. Toute information fournie au gouvernement du Canada en vue d'un paiement électronique est protégée en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur l'accès à l'information (L.R.C. 1985, ch. A-1).

Pour tout autre renseignement, consulter :
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/txt/depot-deposit-fra.html

15.0 MÉTHODE DE PAIEMENT

15.1 Le paiement sera versé de la façon suivante, à la suite de la présentation de tous les documents de facturation indiqués à l'article 16.0, conformément aux modalités prévues dans le présent contrat et à l'acceptation du représentant du Ministère.

Calendrier de paiement:

| <u>Produits livrables</u> | <u>Contenu du produit livrable</u> | <u>Calendrier</u> | <u>Paiement</u> |
|---|--|--|--|
| Rapport préliminaire de la phase 1a) | Rapport d'étude sur les programmes d'assurance du revenu et de la marge d'autres pays en soutien au secteur agricole. | Ébauche du rapport préliminaire au plus tard le 19 mars. Rapport préliminaire au plus tard le 31 mars 2021. | Paiement total à la remise du rapport préliminaire de la phase 1a) |
| Rapport préliminaire de la phase 1b) | Évaluation des données accessibles au Canada pour réaliser un programme d'assurance du revenu et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole. | Ébauche du rapport préliminaire au plus tard le 14 mai. Rapport préliminaire au plus tard le 31 mai 2021. | Paiement total à la remise du rapport préliminaire de la phase 1b) |
| Rapport préliminaire de la phase 1c) | Amélioration du concept à la lumière de l'expérience tirée de la phase 1a) et b). | Ébauche du rapport préliminaire au plus tard le 15 juillet. Rapport préliminaire au plus tard le 30 juillet 2021. | Paiement total à la remise du rapport préliminaire de la phase 1c) |
| Rapport finale de la phase 1 | Rapport final de la phase 1. Colliger les rapports préliminaires des phases précédente et inclure l'évaluation des risques du concept d'assurance du revenu | Ébauche du rapport final au plus tard le 1 ^{er} octobre. Rapport final au plus tard le 15 octobre 2021. | Paiement total à la remise du rapport final de la phase 1 |

| | | | |
|------------------------------|---|--|---|
| | et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole, y compris les risques de base. | | |
| Rapport de la phase 2 | Établissement des coûts du concept proposé, y compris les primes, l'administration et la responsabilité prévue. Cela inclut le rapport et le modèle d'établissement des prix. | Ébauche du rapport au plus tard le 18 mars. Rapport final au plus tard le 31 mars 2022. | Paiement total à la remise du rapport final de la phase 2 |

16.0 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION

- 16.1 Le paiement s'effectuera selon les conditions générales précisées à l'annexe A de la présente DP dès la réception d'une facture satisfaisante dûment étayée des documents de sortie définis et des autres documents prévus par le contrat.
- 16.2 En plus de ce qui est indiqué à la clause 17 de l'annexe A, les factures doivent être établies sur le formulaire de l'entrepreneur et doivent comprendre :
- a) la date;
 - b) le numéro de la facture;
 - c) le nom et l'adresse de l'entrepreneur;
 - d) le nom et l'adresse d'Agriculture et Agroalimentaire Canada;
 - e) le numéro de l'article/la référence, les produits livrables ou la description des travaux;
 - f) le numéro du contrat;
 - g) la période au cours de laquelle les services ont été rendus;
 - h) le montant facturé (excluant les taxes applicables) avec le montant de taxes applicables indiqué séparément.
- 16.3 Un (1) original de la facture accompagné des pièces jointes doit être acheminé au chargé de projet à l'adresse qui se trouve à la clause 6.0 des présentes.

17.0 ATTESTATIONS OBLIGATOIRES

- 17.1 La validité des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée entière du contrat. Dans le cas où l'entrepreneur n'a pas d'attestation conforme ou qu'il est déterminé qu'il a produit une attestation fautive, sciemment ou inconsciemment, le ministre est en droit de résilier le contrat pour manquement de l'entrepreneur à ses engagements, en vertu des clauses d'inexécution du contrat.

18.0 RÉSIDENT NON PERMANENT *(la clause non applicable sera supprimée au moment de l'attribution du contrat)*

18.1 (ENTREPRENEUR CANADIEN)

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences canadiennes en matière d'immigration relatives aux ressortissants étrangers qui doivent séjourner temporairement au Canada pour exécuter le contrat. Si l'entrepreneur souhaite embaucher un ressortissant étranger pour travailler au Canada, pour exécuter le contrat, il devrait communiquer immédiatement avec le bureau régional de Service Canada le plus près, pour obtenir des renseignements sur les exigences de Citoyenneté et Immigration Canada en ce qui concerne la délivrance d'un permis de travail temporaire à un ressortissant étranger. L'entrepreneur sera responsable de tous les coûts qui pourraient résulter de l'inobservation des exigences en matière d'immigration.

18.2 (ENTREPRENEUR ÉTRANGER)

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences canadiennes en matière d'immigration relatives aux ressortissants étrangers qui doivent séjourner temporairement au Canada pour exécuter le contrat. Si l'entrepreneur souhaite embaucher un ressortissant étranger pour travailler au Canada aux fins d'exécution du contrat, il doit communiquer immédiatement avec l'ambassade, le consulat ou le haut-commissariat du Canada le plus rapproché dans son pays, pour obtenir des instructions et de l'information sur les exigences de Citoyenneté et Immigration Canada et tous les documents nécessaires. L'entrepreneur doit s'assurer que les ressortissants étrangers reçoivent tous les documents et toutes les instructions et autorisations nécessaires avant d'exécuter des travaux dans le cadre du contrat au Canada. L'entrepreneur sera responsable de tous les coûts qui pourraient résulter de l'inobservation des exigences en matière d'immigration.

19.0 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

19.1 L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.

APPENDIX A

**GENERAL CONDITIONS
GC1. INTERPRETATION**

1.1 In the contract,

1.1 "Applicable Taxes" means the Goods and Services Tax (GST), the Harmonized Sales Tax (HST), and any provincial tax, by law, payable by Canada such as, the Quebec Sales Tax (QST) as of April 1, 2013;

1.2 "Canada", "Crown", "Her Majesty" or "the Government" means Her Majesty the Queen in right of Canada;

**CONDITIONS GÉNÉRALES
CG1. DÉFINITIONS**

1.1 Dans le présent marché d'acquisition :

1.1 « Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « gouvernement » signifient Sa Majesté la Reine du chef du Canada;

« entrepreneur » signifie la personne, l'entité ou les entités nommées dans le marché d'acquisition pour la fourniture de biens ou la prestation de services ou les deux au Canada;

1.2 « Ministre » signifie le ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou toute personne autorisée;

“Contractor” means the person, entity or entities named in the Contract to supply goods, services or both to Canada;

1.3 “Minister” means the Minister of Agriculture and Agri-Food Canada or anyone authorized;

1.4 “Party” means Canada, the Contractor, or any other signatory to the contract and “Parties” means all of them;

1.5 “Work” unless otherwise expressed in the Contract, means everything that is necessary to be done, furnished or delivered by the Contractor to perform the Contractor’s obligations under the Contract.

GC2. Powers of Canada

All rights, remedies and discretions granted or acquired by Canada under the Contract or by law are cumulative, not exclusive.

GC3. General Conditions

The Contractor is an independent contractor engaged by Canada to perform the Work. Nothing in the Contract is intended to create a partnership, a joint venture or an agency between Canada and the other Party or Parties. The Contractor must not represent itself as an agent or representative of Canada to anyone. Neither the Contractor nor any of its personnel is engaged as an employee or agent of Canada. The Contractor is responsible for all deductions and remittances required by law in relation to its employees.

GC4. Conduct of the Work

4.1 The Contractor represents and warrants that:

- (a) it is competent to perform the Work;
- (b) it has the necessary qualifications, including knowledge, skill and experience, to perform the Work, together with the ability to use those qualifications effectively for that purpose; and
- (c) it has the necessary personnel and resources to perform the Work.

4.2 Except for government property specifically provided for in the Contract, the Contractor shall supply everything necessary for the performance of the Work, including all the resources, facilities, labour and supervision, management, services, equipment, materials, drawings, technical data, technical assistance, engineering services, inspection and quality assurance procedures, and planning necessary to perform the Work.

4.3 The Contractor shall:

- (a) carry out the Work in a diligent and efficient manner;
- (b) apply as a minimum, such quality assurance tests, inspections and controls consistent with those in general usage in the trade and that are reasonably calculated to ensure the degree of quality required by the Contract; and
- (c) ensure that the Work:
 - (1) is of proper quality, material and workmanship;
 - (2) is in full conformity with the Statement of Work; and
 - (3) meets all other requirements of the Contract.

4.4 Notwithstanding acceptance of the Work or any part thereof, the Contractor warrants that the Work shall be of such quality as to clearly demonstrate that the Contractor has performed the Work in accordance with the undertaking in subsection 4.3.

GC5. Inspection and Acceptance

5.1 The Work will be subject to inspection by Canada. Should any part of the Work whether it be a report, document, good or service not be in

1.3 « partie » signifie le Canada, l’entrepreneur ou tout autre signataire du marché d’acquisition; « parties » signifie l’ensemble d’entre eux;

1.4 « Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013;

1.5 « travaux » signifie, à moins d’indication contraire, tout ce que l’entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour remplir ses obligations en vertu du marché d’acquisition.

CG2. Pouvoirs du Canada

Tous les droits, recours et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du marché d’acquisition ou de la loi sont cumulatifs et non exclusifs.

CG3. Conditions générales

L’entrepreneur est retenu à titre d’entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n’a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou mandat entre le Canada et l’autre ou les autres parties. L’entrepreneur ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l’entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L’entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

CG4. Exécution des travaux

4.1 L’entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :

- a) il a la compétence pour exécuter les travaux;
- b) il a les qualifications nécessaires, y compris les connaissances, les compétences et l’expérience, et la capacité de les utiliser efficacement pour exécuter les travaux;
- c) il a le personnel et les ressources nécessaires pour exécuter les travaux.

4.2 Sauf pour les biens du gouvernement nommément prévus au marché d’acquisition, l’entrepreneur fournit tout ce qui est nécessaire à l’exécution des travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d’œuvre et la supervision, la gestion, les services, le matériel, les matériaux, les dessins, les données techniques, l’assistance technique, les services d’ingénierie, les procédures d’inspection et d’assurance de la qualité, et la planification nécessaire à l’exécution des travaux.

4.3 L’entrepreneur doit :

- a) exécuter les travaux de manière diligente et efficace;
- b) au minimum, appliquer les tests d’assurance de la qualité, les inspections et les contrôles compatibles avec ceux qui sont généralement utilisés dans l’industrie et dont l’objet est de donner l’assurance raisonnable du degré de qualité exigé en vertu du marché d’acquisition;
- c) veiller à ce que les travaux :
 - (1) soient de bonne qualité et soient exécutés avec des matériaux et une main d’œuvre de qualité;
 - (2) soient en tous points conformes à l’énoncé de travail;
 - (3) répondent à toutes les autres exigences du marché d’acquisition.

4.4 Nonobstant l’acceptation des travaux ou d’une partie des travaux, l’entrepreneur garantit que la qualité des travaux démontrera clairement qu’il les a exécutés conformément à l’engagement prévu au paragraphe 4.3.

CG5. Inspection et acceptation

5.1 Les travaux seront soumis à l’inspection du Canada. Le Canada a le droit de rejeter toute partie des travaux, qu’il s’agisse d’un rapport, d’un

accordance with the Contract or not be done to the satisfaction of the Canada, as submitted, Canada will have the right to reject it or require its correction at the sole expense of the Contractor before making payment.

5.2 The Contractor will be in default of the Contract if the Work is rejected by Canada or if he fails to correct the Work within a reasonable delay.

GC6. Amendments and Waivers

6.1 No design change, modification to the Work, or amendment to the Contract shall be binding unless it is incorporated into the Contract by written amendment or design change memorandum executed by the authorized representatives of Canada and of the Contractor.

6.2 While the Contractor may discuss any proposed changes or modifications to the scope of the Work with the representatives of Canada, Canada shall not be liable for the cost of any such change or modification until it has been incorporated into the Contract in accordance with subsection 6.1.

6.3 No waiver shall be valid, binding or affect the rights of the Parties unless it is made in writing by, in the case of a waiver by Canada, the Contracting Authority and, in the case of a waiver by the Contractor, the authorized representative of the Contractor.

6.4 The waiver by a Party of a breach of any term or condition of the Contract shall not prevent the enforcement of that term or condition by that Party in the case of a subsequent breach, and shall not be deemed or construed to be a waiver of any subsequent breach.

GC7. Time of the Essence

It is essential that the Work be performed within or at the time stated in the Contract.

GC8. Excusable delay

8.1 Any delay by the Contractor in performing the Contractor's obligations under the Contract which occurs without any fault or neglect on the part of the Contractor its subcontractors, agents or employees or is caused by an event beyond the control of the Contractor, and which could not have been avoided by the Contractor without incurring unreasonable cost through the use of work-around plans including alternative sources or other means, constitutes an excusable delay.

8.2 The Contractor shall give notice to the Minister immediately after the occurrence of the event that causes the excusable delay. The notice shall state the cause and circumstances of the delay and indicate the portion of the Work affected by the delay. When requested to do so by the Minister, the Contractor shall deliver a description, in a form satisfactory to the Minister, of work-around plans including alternative sources and any other means that the Contractor will utilize to overcome the delay and endeavour to prevent any further delay. Upon approval in writing by the Minister of the work-around plans, the Contractor shall implement the work around plans and use all reasonable means to recover any time lost as a result of the excusable delay.

8.3 Unless the Contractor complies with the notice requirements set forth in the Contract, any delay that might have constituted an excusable delay shall be deemed not to be an excusable delay.

8.4 If an excusable delay has continued for thirty (30) days or more, Canada may, by giving notice in writing to the Contractor, terminate the Contract. In such a case, the Parties agree that neither will make any claim against the other for damages, costs, expected profits or any other loss arising out of the termination or the event that contributed to the excusable delay. The Contractor agrees to repay immediately to Canada the portion of any advance payment that is unliquidated at the date of the termination.

8.5 Unless Canada has caused the delay by failing to meet an obligation under the Contract, Canada will not be responsible for any cost incurred by the contractor or any subcontractors or agents as a result of an excusable delay.

8.6 If the Contract is terminated under this section, Canada may require

document, d'un bien ou d'un service qui, tel qu'il est soumis, n'est pas conforme aux exigences du marché d'acquisition ou n'est pas à la satisfaction du Canada, ou d'en exiger la modification aux frais de l'entrepreneur, avant d'effectuer un paiement.

5.2 L'entrepreneur est en défaut d'exécution du marché d'acquisition si les travaux sont rejetés par le Canada ou s'il ne les modifie pas dans un délai raisonnable.

CG6. Modifications et renoncations

6.1 Les modifications apportées à la conception, aux travaux ou au marché d'acquisition ne lient les parties que si elles sont intégrées au marché d'acquisition au moyen d'un document écrit à cet effet ou d'une modification technique portant la signature des représentants autorisés du Canada et de l'entrepreneur.

6.2 Bien que l'entrepreneur puisse discuter avec les représentants du Canada de modifications éventuelles à l'étendue des travaux, le Canada n'assume le coût de ces modifications que lorsqu'elles sont intégrées au marché d'acquisition conformément au paragraphe 6.1.

6.3 Une renonciation n'est valable, ne lie les parties et ne modifie leurs droits que si elle est faite par écrit par l'autorité contractante, dans le cas d'une renonciation du Canada, et par le représentant autorisé de l'entrepreneur, dans le cas d'une renonciation de l'entrepreneur.

6.4 La renonciation par une partie à exercer un recours pour inexécution de toute condition du marché d'acquisition n'empêche pas cette partie d'exiger l'exécution de cette condition lors d'une inexécution subséquente, et n'est pas réputée être une renonciation à exercer en recours pour une inexécution subséquente, ni interprétée comme telle.

CG7. Délais de rigueur

Il est essentiel que les travaux soient exécutés dans le délai ou au moment fixé dans le marché d'acquisition.

CG8. Retard excusable

8.1 Tout retard de l'entrepreneur à s'acquitter de ses obligations en vertu du marché d'acquisition, qui survient en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur, de ses sous-traitants, de ses mandataires ou de ses employés, ou qui est causé par un événement indépendant de la volonté de l'entrepreneur, et que l'entrepreneur n'aurait pu empêcher sans assumer des frais exorbitants en recourant, par exemple, à des plans de redressement, incluant d'autres sources, ou à d'autres moyens, constitue un retard excusable.

8.2 L'entrepreneur doit informer le ministre dès que se produit un fait qui entraîne un retard excusable. Il doit préciser, dans son avis, la cause et les circonstances du retard et mentionner la partie du travail qui est touchée. À la demande du ministre, l'entrepreneur fournit une description, sous une forme jugée acceptable par le ministre, des plans de redressement, dans lesquels il mentionne d'autres sources et d'autres moyens qu'il pourrait utiliser pour rattraper le retard et s'efforcer d'en prévenir d'autres. Dès la réception de l'approbation écrite des plans de redressement par le ministre, l'entrepreneur doit mettre ces plans de redressement à exécution et prendre tous les moyens raisonnables pour rattraper le retard excusable.

8.3 Si l'entrepreneur ne respecte pas les conditions du marché d'acquisition ayant trait à cet avis, tout retard qui pourrait être excusable n'est pas considéré comme tel.

8.4 Après trente (30) jours ou plus de retard excusable, le Canada peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le marché d'acquisition. En l'occurrence, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard excusable. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.

8.5 Sauf si le retard excusable est dû au manquement du Canada de s'acquitter d'une obligation en vertu du marché d'acquisition, le Canada n'est pas responsable des coûts additionnels encourus par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par la suite d'un retard excusable.

8.6 Si le marché d'acquisition est résilié en vertu du présent article, le

the Contractor to deliver to Canada, in the manner and to the extent directed by Canada, any completed parts of the Work not delivered and accepted before the termination and anything that the Contractor has acquired or produced specifically to perform the Contract. Canada will pay the Contractor:

- a) the value, of all completed parts of the Work delivered to and accepted by Canada, based on the Contract price, including the proportionate part of the Contractor's profit or fee included in the Contract price; and
- b) the cost to the Contractor that Canada considers reasonable in respect of anything else delivered to and accepted by Canada.

8.7 The total amount paid by Canada under the Contract to the date of termination and any amounts payable under this subsection must not exceed the Contract price.

GC9. Termination of convenience

9.1 Notwithstanding anything in the Contract, the Minister may, by giving notice to the Contractor, terminate or suspend the Contract immediately with respect to all or any part or parts of the Work not completed.

9.2 All Work completed by the Contractor to the satisfaction of Canada before the giving of such notice shall be paid for by Canada in accordance with the provisions of the Contract and, for all Work not completed before the giving of such notice, Canada shall pay the Contractor's costs as determined under the provisions of the Contract in an amount representing a fair and reasonable fee in respect of such Work.

9.3 In addition to the amount which the Contractor shall be paid under section GC9.2, the Contractor shall be reimbursed for the Contractor's cost of and incidental to the cancellation of obligations incurred by the Contractor pursuant to such notice and obligations incurred by or to which the Contractor is subject with respect to the Work.

9.4 The Contractor shall have no claim for damages, compensation, loss of profit, allowance or otherwise by reason of or directly or indirectly arising out of any action taken or notice given by Canada under the provisions of section GC9 except as expressly provided therein.

9.5 Upon termination of the Contract under section GC9.1, Canada may require the Contractor to deliver and transfer title to Canada, in the manner and to the extent directed by Canada, any finished Work which has not been delivered prior to such termination and any material, goods or Work-in-progress which the Contractor specifically acquired or produced for the fulfilment of the Contract.

GC10. Termination due to Default of Contractor

10.1 Canada may by notice to the Contractor, terminate the whole or any part of the Contract:

- a) if the Contractor fails to perform any of the Contractor's obligations under the Contract or in Canada's view, so fails to make progress so as to endanger performance of the Contract in accordance with its terms;
- b) to the extent permitted under law, if the Contractor becomes bankrupt or insolvent, or a receiving order is made against the Contractor, or an assignment is made for the benefit of creditors, or if an order is made or resolution passed for the winding up of the Contractor, or if the Contractor takes the benefit of a statute relating to bankrupt or insolvent debtors; or
- c) if the Contractor makes a false declaration under GC 37 or GC 38 or fails to comply with the terms set out in GC 16.3 or GC 39.

Canada peut exiger que l'entrepreneur lui livre, selon les modalités et dans la mesure prescrites par le Canada, toutes les parties achevées des travaux qui n'ont pas été livrées ni acceptées avant la résiliation, de même que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit expressément pour l'exécution du marché d'acquisition. Le Canada paie alors à l'entrepreneur :

- a) la valeur, calculée en fonction du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou des honoraires de l'entrepreneur inclus dans le prix contractuel, de toutes les parties des travaux terminées qui sont livrées et acceptées par le Canada;
- b) le coût de l'entrepreneur que le Canada juge raisonnable en ce qui concerne toute autre chose livrée au Canada et acceptée par le Canada.

8.7 Le montant total versé par le Canada en vertu du marché d'acquisition jusqu'à sa résiliation et tous les montants payables en vertu du présent paragraphe ne doivent pas dépasser le prix contractuel.

CG9. Résiliation pour raisons de commodité

9.1 Nonobstant toute autre disposition du marché d'acquisition, le ministre peut, en donnant un avis à l'entrepreneur, résilier ou suspendre le marché d'acquisition sans délai relativement à la totalité ou à toute partie des travaux non terminée.

9.2 Les travaux terminés par l'entrepreneur à la satisfaction du Canada avant l'envoi d'un tel avis sont payés par le Canada conformément aux dispositions du marché d'acquisition; pour les travaux non terminés au moment de la signification de cet avis, le Canada paie à l'entrepreneur les coûts, déterminés de la façon précisée dans le marché d'acquisition, au montant représentant une indemnité juste et raisonnable relativement à ces travaux.

9.3 En plus du montant qui lui est payé en vertu de l'article CG9.2, l'entrepreneur a droit au remboursement des frais liés à la résiliation, consécutivement à cet avis, des engagements qu'il a pris et des frais connexes, ainsi que des engagements qu'il a pris ou des obligations qui lui incombent relativement aux travaux.

9.4 L'entrepreneur ne peut réclamer de dommages-intérêts, d'indemnité, de perte de profits ou d'autre compensation pour aucune raison se rapportant directement ou indirectement à une mesure prise par le Canada ou à un avis donné par lui en vertu des dispositions de l'article CG9, sauf de la façon et dans la mesure qui y sont expressément indiquées.

9.5 Au moment de la résiliation du marché d'acquisition en vertu de l'article CG9.1, le Canada peut exiger que l'entrepreneur lui remette, de la façon et dans la mesure qu'il précise, tout travail complété qui n'a pas été livré avant l'arrêt des travaux ainsi que les matériaux, les biens ou les travaux en cours que l'entrepreneur a acquis ou produits expressément pour l'exécution du marché d'acquisition.

CG10. Résiliation pour manquement de la part de l'entrepreneur

10.1 Le Canada peut, par avis à l'entrepreneur, résilier le marché d'acquisition, en tout ou en partie :

- a) si l'entrepreneur ne s'acquitte pas de toutes ses obligations en vertu du marché d'acquisition ou, de l'avis du Canada, ne fait pas avancer les travaux, au point de compromettre l'exécution du marché d'acquisition conformément à ses conditions;
- b) dans la mesure permise par la loi, si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, fait l'objet d'une ordonnance de séquestre, fait cession de ses biens au profit de ses créanciers, fait l'objet d'une ordonnance ou d'une résolution de liquidation, ou se prévaut de quelque loi concernant les débiteurs faillis ou insolvables; ou
- c) si l'entrepreneur fournit une fausse déclaration en contravention des articles GC 37 ou GC 38 ou s'il contrevient à l'une des conditions prévues aux articles GC 16.3 ou GC 39.

10.2 Upon termination of the Contract under section GC10, the Contractor shall deliver to Canada any finished Work which has not been delivered and accepted prior to such termination, together with materials and Work-in-progress relating specifically to the Contract and all materials, texts and other documents supplied to the Contractor in relation to the Contract.

10.3 Subject to the deduction of any claim which Canada may have against the Contractor arising under the Contract or out of termination, payment will be made by Canada to the Contractor for the value of all finished Work delivered and accepted by Canada, such value to be determined in accordance with the rate(s) specified in the Contract, or, where no rate is specified, on a proportional basis.

10.4 If the contract is terminated pursuant to GC 10.1 (c), in addition to any other remedies that may be available against the Contractor, the Contractor will immediately return any advance payments.

GC11. Suspension of Work

11.1 The Minister may at any time, by written notice, order the Contractor to suspend or stop the Work or part of the Work under the Contract. The Contractor must immediately comply with any such order in a way that minimizes the cost of doing so.

GC12. Extension of Contract

12.1 Where the Minister determines that additional work of the same nature as the Work described in this Contract is required, the Contractor shall do such work and where required the term of the Contract shall be extended accordingly and confirmed in writing between the parties.

12.2 Payment for the work described in subsection 1 shall be calculated and paid on the same basis as in section GC12 and where required prorated.

12.3 Where the Minister has determined that the Contractor shall be paid expenses related to the Work described in section GC12.1, the type of expenses and amounts shall be confirmed in writing between the parties.

TERMS OF PAYMENT

GC13. Method of Payment

13.1 Payment in the case of progress payments:

a) Payment by Canada to the Contractor for the Work shall be made within thirty (30) days following the date on which a claim for progress payment is received according to the terms of the Contract; and

b) If the Minister has any objection to the form of the claim for payment or the substantiating documentation, shall, within fifteen (15) days of its receipt, notify the Contractor in writing of the nature of the objection.

13.2 Payment in the case of payment on completion:

a) Payment by Canada to the Contractor for the Work shall be made within thirty (30) days following the date on which the Work is completed or on which a claim for payment and substantiating documentation are received according to the terms of the Contract, whichever date is the later;

b) If the Minister has any objection to the form of the claim for payment or the substantiating documentation, shall, within fifteen (15) days of its receipt, notify the Contractor in writing of the nature of the objection.

GC14. Basis of Payment

14.1 A claim in the form of an itemized account certified by the Contractor with respect to the accuracy of its contents shall be submitted to the Minister.

10.2 Au moment de la résiliation du marché d'acquisition en vertu de l'article CG10, l'entrepreneur remet au Canada tout travail exécuté qui n'a pas été livré et accepté avant cette résiliation ainsi que les matériaux et les travaux en cours se rattachant spécifiquement au marché d'acquisition et tous les matériaux, textes et autres documents fournis à l'entrepreneur relativement au marché d'acquisition.

10.3 Sous réserve de la déduction de toute réclamation que le Canada peut avoir envers l'entrepreneur aux termes du marché d'acquisition ou par la suite, le Canada versera à l'entrepreneur un paiement pour la valeur des travaux complétés, livrés et acceptés par le Canada, ladite valeur devant être établie conformément aux dispositions tarifaires du marché d'acquisition ou, s'il n'est pas précisé de tarif, selon une base proportionnelle.

10.4 Si le marché d'acquisition est résilié en vertu du paragraphe 10.1 (c), en plus des autres recours qui peuvent être exercés contre lui, l'entrepreneur doit immédiatement rembourser tout paiement anticipé.

CG11. Suspension des travaux

11.1 Le ministre peut à tout moment, par avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou d'arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au marché d'acquisition. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension, de manière à minimiser les frais liés à la suspension.

CG12. Prolongation du marché d'acquisition

12.1 Si, de l'avis du ministre, des travaux additionnels de même nature que les travaux décrits dans le marché d'acquisition sont nécessaires, l'entrepreneur effectue les travaux et, au besoin, la durée du marché d'acquisition est prolongée en conséquence, et les parties confirment cette prolongation par écrit.

12.2 Le paiement des travaux décrits au paragraphe 1 est calculé et effectué selon la formule exposée à l'article CG12 et, au besoin, est établi au prorata.

12.3 Si le ministre décide de payer à l'entrepreneur des dépenses relatives aux travaux exposés à l'article CG12.1, les parties confirment par écrit la nature des dépenses et leur montant.

MODALITÉS DE PAIEMENT

CG13. Mode de paiement

13.1 Dans le cas de paiements progressifs :

a) Le paiement que doit le Canada à l'entrepreneur pour les travaux effectués se fait dans les trente (30) jours suivants la date de réception d'une demande de paiement progressif dûment remplie, selon les conditions du marché d'acquisition; et

b) si le ministre soulève une objection relativement à la demande de paiement ou des pièces justificatives l'accompagnant, il doit, dans les quinze (15) jours de sa réception, aviser par écrit l'entrepreneur de la nature de l'objection.

13.2 Dans le cas d'un paiement à l'achèvement:

a) Le paiement que doit le Canada à l'entrepreneur pour les travaux effectués se fait dans les trente (30) jours suivants la date d'achèvement des travaux ou de la réception d'une demande de paiement et des pièces justificatives aux termes du marché d'acquisition, selon la plus tardive des deux dates;

b) si le ministre soulève une objection relativement à la présentation de la demande de paiement ou des pièces justificatives l'accompagnant, il doit, dans les quinze (15) jours de leur réception, aviser par écrit l'entrepreneur de la nature de l'objection.

CG14. Base de paiement

14.1 Une demande de paiement sous forme de relevé détaillé certifié par l'entrepreneur quant à l'exactitude de son contenu doit être soumise au ministre.

14.2 Travel and other expenses, where allowed by the Contract, shall be paid in accordance with Treasury Board Guidelines and Directives, certified by the Contractor as to the accuracy of such claim.

GC15. Interest on Overdue Accounts

15.1 For the purposes of this clause:

(a) "Average Rate" means the simple arithmetic mean of the bank rates in effect at 4:00 p.m. Eastern Standard Time each day during the calendar month which immediately precedes the calendar month in which payment is made;

(b) "bank rate" means the rate of interest established from time to time by the Bank of Canada as the minimum rate at which the Bank of Canada makes short term advances to members of the Canadian Payments Association;

(c) "Date of payment" means the date of the negotiable instrument drawn by the Receiver General for Canada and given for payment of an amount due and payable;

(d) an amount is "due and payable" when it is due and payable by Canada to the Contractor in accordance with the terms of the Contract; and

(e) an amount becomes "overdue" when it is unpaid on the first day following the day upon which it is due and payable.

15.2 Canada shall be liable to pay to the Contractor simple interest at the Average Bank of Canada discount rate from the previous month plus 3 percent per annum on any amount that is overdue from the date such amount becomes overdue until the day prior to the date of payment, inclusive. The Contractor is not required to provide notice to Canada for interest to be payable.

15.3 Canada shall not be liable to pay interest in accordance with this clause if Canada is not responsible for the delay in paying the Contractor.

15.4 Canada shall not be liable to pay interest on overdue advance payments.

GC16. Records to be kept by Contractor

16.1 The Contractor must keep proper accounts and records of the cost of performing the Work and of all expenditures or commitments made by the Contractor in connection with the Work, including all invoices, receipts and vouchers. The Contractor must retain records, including bills of lading and other evidence of transportation or delivery, for all deliveries made under the Contract.

16.2 If the Contract includes payment for time spent by the Contractor, its employees, representatives, agents or subcontractors performing the Work, the Contractor must keep a record of the actual time spent each day by each individual performing any part of the Work.

16.3 Unless Canada has consented in writing to its disposal, the Contractor must retain all the information described in this section for six (6) years after it receives the final payment under the Contract, or until the settlement of all outstanding claims and disputes, whichever is later. During this time, the Contractor must make this information available for audit, inspection and examination by the representatives of Canada, who may make copies and take extracts. The Contractor must provide all reasonably required facilities for any audit and inspection and must furnish all the information as the representatives of Canada may from time to time require to perform a complete audit of the Contract.

16.4 The amount claimed under the Contract, calculated in accordance with the Basis of Payment provision in the Articles of Agreement, is subject to

14.2 Les frais de déplacement et autres dépenses qui sont prévus au marché d'acquisition sont payés en conformité avec les lignes directrices et les directives du Conseil du Trésor, l'exactitude de la demande de remboursement ayant été au préalable certifiée par l'entrepreneur.

CG15. Intérêts sur comptes en souffrance

15.1 Aux fins de la présente clause :

a) « taux moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'Est, pour le mois civil qui précède immédiatement le mois civil au cours duquel le paiement est effectué;

b) le « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps à autre par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel la Banque du Canada consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

c) « date de paiement » signifie la date que porte le titre négociable tiré par le receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible;

d) « exigible » s'entend de la somme due par le Canada et payable à l'entrepreneur aux termes du marché d'acquisition;

e) un montant devient « en souffrance » s'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est devenu exigible.

15.2 Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux d'escompte moyen de la Banque du Canada du mois précédent majoré de 3 % par année, sur toute somme en souffrance à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'entrepreneur n'est pas tenu d'aviser le Canada pour que l'intérêt soit payable.

15.3 Le Canada ne verse pas d'intérêts en vertu du présent article lorsqu'il n'est pas responsable du retard du paiement à l'entrepreneur.

15.4 Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

CG16. Registres à conserver par l'entrepreneur

16.1 L'entrepreneur tient des comptes et des registres appropriés du coût de l'exécution des travaux et de toutes les dépenses qu'il effectue ou de tous les engagements qu'il prend relativement aux travaux, y compris les factures, les reçus et les pièces justificatives qui s'y rattachent. L'entrepreneur conserve ces registres, y compris les connaissements et les autres preuves de transport ou de livraison, pour toutes les livraisons faites en vertu du marché d'acquisition.

16.2 Si le marché d'acquisition prévoit des paiements pour le temps consacré par l'entrepreneur, ses employés, ses représentants, ses mandataires ou ses sous-traitants à l'exécution des travaux, l'entrepreneur tient un registre du temps réel consacré chaque jour par chaque personne à l'exécution de toute partie des travaux.

16.3 À moins que le Canada n'ait consenti par écrit à leur disposition, l'entrepreneur conserve tous les renseignements décrits dans cette section pendant six (6) ans après réception du paiement final effectué en vertu du marché d'acquisition, ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates. Pendant ce temps, l'entrepreneur met ces renseignements à la disposition des représentants du Canada pour vérification, inspection et examen, et les représentants du Canada peuvent en faire des copies et en prendre des extraits. L'entrepreneur met à leur disposition les installations nécessaires pour toute vérification et inspection et fournit tous les renseignements que les représentants du Canada lui demandent à l'occasion pour effectuer une vérification complète du marché d'acquisition.

16.4 Le montant réclamé en vertu du marché d'acquisition, calculé conformément au marché d'acquisition, peut faire l'objet d'une vérification du

government audit both before and after payment is made. If an audit is performed after payment, the Contractor agrees to repay any overpayment immediately on demand by Canada. Canada may hold back, deduct and set off any credits owing and unpaid under this section from any money that Canada owes to the Contractor at any time (including under other Contracts). If Canada does not choose to exercise this right at any given time, Canada does not lose this right.

GC17. Invoice Submission

17.1 Invoices must be submitted in the Contractor's name. The Contractor must submit invoices for each delivery or shipment; invoices must only apply to the Contract. Each invoice must indicate whether it covers partial or final delivery.

17.2 Invoices must show:

- (a) the date, the name and address of the client department, item or reference numbers, deliverable and/or description of the Work, contract number, Client Reference Number (CRN), Procurement Business Number (PBN), and financial code(s);
- (b) details of expenditures (such as item, quantity, unit of issue, unit price, fixed time labour rates and level of effort, subcontracts, as applicable) in accordance with the Basis of Payment, exclusive of Applicable Taxes;
- (c) deduction for holdback, if applicable;
- (d) the extension of the totals, if applicable; and
- (e) if applicable, the method of shipment together with date, case numbers and part or reference numbers, shipment charges and any other additional charges.

17.3 Applicable Taxes must be specified on all invoices as a separate item along with corresponding registration numbers from the tax authorities. All items that are zero-rated, exempt or to which Applicable Taxes do not apply, must be identified as such on all invoices.

17.4 By submitting an invoice, the Contractor certifies that the invoice is consistent with the Work delivered and is in accordance with the Contract.

GC18. Right of Set off

Without restricting any right of set off given by law, the Minister may set off against any amount payable to the Contractor under the Contract, any amount payable to Canada by the Contractor under the Contract or under any other current contract. Canada may, when making a payment pursuant to the Contract, deduct from the amount payable to the Contractor any such amount payable to Canada by the Contractor which, by virtue of the right of set off, may be retained by Canada.

GC19. Assignment

19.1 The Contract shall not be assigned in whole or in part by the Contractor without the prior written consent of Canada and an assignment made without that consent is void and of no effect.

19.2 An assignment of the Contract does not relieve the Contractor from any obligation under the Contract or impose any liability upon Canada.

GC20. Subcontracting

20.1 The Contractor must obtain the consent in writing of the Minister before subcontracting.

20.2 Subcontracting does not relieve the Contractor from any of its obligations under the Contract or impose any liability upon Canada to a subcontractor.

20.3 In any subcontract, the Contractor will bind the subcontractor by the

gouvernement avant et après le versement du montant. Si une vérification a lieu après le paiement, l'entrepreneur convient de rembourser immédiatement tout paiement en trop sur demande du Canada. Le Canada peut retenir ou déduire tout crédit dû en vertu du présent article et impayé, et le porter en compensation de toute somme que le Canada doit à l'entrepreneur à tout moment (y compris en vertu d'autres marchés d'acquisitions). Si le Canada décide de ne pas exercer ce droit à un moment donné, le Canada ne le perd pas.

CG17. Présentation des factures

17.1 Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit présenter une facture pour chaque livraison ou expédition; les factures doivent s'appliquer uniquement au marché d'acquisition. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.

17.2 Les factures doivent indiquer :

- a) la date, le nom et l'adresse du ministère client, les numéros d'articles ou de référence, les biens livrables ou la description des travaux, le numéro du marché d'acquisition, le numéro de référence du client, le numéro d'entreprise approvisionnement et le ou les codes financiers;
- b) des renseignements sur les dépenses (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-contrats, selon le cas) conformément avec la base de paiement, excluant les taxes applicables;
- c) la déduction correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
- d) la composition des totaux, s'il y a lieu;
- e) s'il y a lieu, le mode d'expédition, avec la date, les numéros de cas et de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous les autres frais supplémentaires.

17.3 Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondant émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.

17.4 L'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au marché d'acquisition.

CG18. Droit de compensation

Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le ministre peut porter en compensation tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du marché d'acquisition, de tout montant payable au Canada par l'entrepreneur en vertu du marché d'acquisition ou de tout autre marché d'acquisition en cours. Lorsqu'il effectue un paiement en vertu du marché d'acquisition, le Canada peut déduire du montant payable à l'entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Canada par l'entrepreneur et qui, du fait du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.

CG19. Cession

19.1 L'entrepreneur ne cède ni la totalité ni une partie du marché d'acquisition sans le consentement écrit préalable du Canada. Toute cession effectuée sans ce consentement est nulle et sans effet.

19.2 La cession du marché d'acquisition ne libère l'entrepreneur d'aucune des obligations qui lui incombent aux termes du marché d'acquisition et elle n'impose aucune responsabilité au Canada.

GC20. Sous-traitance

20.1 L'entrepreneur doit obtenir le consentement écrit du ministre avant d'adjuger un marché d'acquisition de sous-traitance.

20.2 La sous-traitance ne libère l'entrepreneur d'aucune des obligations qui lui incombent aux termes du marché d'acquisition et elle n'impose aucune responsabilité au Canada envers un sous-traitant.

20.3 Dans tout marché d'acquisition de sous-traitance, l'entrepreneur

same conditions by which the contractor is bound under the Contract.

GC21. Indemnification

21.1 The Contractor shall indemnify and save harmless Canada from and against all claims, losses, damages, costs, expenses, actions and other proceedings, made, sustained, brought, prosecuted, threatened to be brought or prosecuted, in any manner based upon, occasioned by or attributable to any injury to or death of a person or damage to or loss of property arising from any willful or negligent act, omission or delay on the part of the Contractor, the Contractor's servants, subcontractors or agents in performing the Work or as a result of the Work.

21.2 The Contractor's liability to indemnify or reimburse Canada under the Contract shall not affect or prejudice Canada from exercising any other rights under law.

GC22. Confidentiality

The Contractor shall treat as confidential, during as well as after performance of the Work, any information to which the Contractor becomes privy as a result of acting under the Contract. The Contractor shall use its best efforts to ensure that its servants, employees, agents, subcontractors or assigned observe the same standards of confidentiality.

GC23. Indemnification - Copyright

The Contractor shall indemnify Canada from and against all costs, charges, expenses, claims, actions, suits and proceedings for the infringement or alleged infringement of any copyright resulting from the performance of the Contractor's obligations under the Contract, and in respect of the use of or disposal by Canada of anything furnished pursuant to the Contract.

GC24. Indemnification - Inventions, etc.

The Contractor shall indemnify Canada from and against all costs, charges, expenses, claims, actions, suits and proceedings for the use of the invention claimed in a patent, or infringement or alleged infringement of any patent or any registered industrial design resulting from the performance of the Contractor's obligations under the Contract, and in respect of the use of or disposal by Canada of anything furnished pursuant to the Contract.

GC26. Taxes

26.1 Municipal Taxes
Municipal Taxes do not apply.

26.2 Federal government departments and agencies are required to pay Applicable Taxes.

26.3 Applicable Taxes will be paid by Canada as provided in the Invoice Submission section. It is the sole responsibility of the Contractor to charge Applicable Taxes at the correct rate in accordance with applicable legislation. The Contractor agrees to remit to appropriate tax authorities any amounts of Applicable Taxes paid or due.

26.4 The Contractor is not entitled to use Canada's exemptions from any tax, such as provincial sales taxes, unless otherwise specified by law. The Contractor must pay applicable provincial sales tax, ancillary taxes, and any commodity tax, on taxable goods or services used or consumed in the performance of the Contract (in accordance with applicable legislation), including for material incorporated into real property.

26.5 In those cases where Applicable Taxes, customs duties, and excise taxes are included in the Contract Price, the Contract Price will be adjusted to reflect any increase, or decrease, of Applicable Taxes, customs duties, and excise taxes that will have occurred between bid submission and contract award. However, there will be no adjustment for any change to increase the Contract Price if public notice of the change was given before bid submission.

soumet le sous-traitant aux conditions auxquelles il est lui-même soumis en vertu du marché d'acquisition.

CG21. Indemnisation

21.1 L'entrepreneur indemnise le Canada des réclamations, pertes, dommages, coûts, dépenses, actions et autres poursuites, faits, soutenus, présentés, intentés, ou qu'on menace de présenter ou d'intenter, de n'importe quelle manière, et consécutifs à une blessure ou au décès d'une personne ou à des dommages ou à la perte de biens découlant d'une action, d'une omission ou d'un retard volontaire ou négligent de la part de l'entrepreneur, de ses préposés, sous-traitants ou mandataires dans l'exécution des travaux ou par suite des travaux.

21.2 L'obligation qui incombe à l'entrepreneur d'indemniser ou de rembourser le Canada en vertu du marché d'acquisition n'empêche pas le Canada d'exercer tout autre droit que lui confère la loi.

CG22. Confidentialité

L'entrepreneur traite de façon confidentielle, pendant et après l'exécution des travaux, l'information à laquelle il a accès en raison du marché d'acquisition. Il doit faire les meilleurs efforts pour veiller à ce que ses préposés, ses employés, ses mandataires et ses agents attitrés observent les mêmes normes de confidentialité.

CG23. Indemnisation – Droit d'auteur

L'entrepreneur indemnise le Canada des coûts, frais, dépenses, réclamations, actions, poursuites et procédures intentés pour violation réelle ou alléguée d'un droit d'auteur du fait que l'entrepreneur s'est acquitté des obligations que lui impose le marché d'acquisition, et relativement à l'utilisation ou à l'aliénation, par le Canada, de tout ce qui est fourni aux termes du marché d'acquisition.

CG24. Indemnisation – Inventions, etc.

L'entrepreneur indemnise le Canada des coûts, frais, dépenses, réclamations, actions, poursuites et procédures intentés par suite de l'utilisation protégée par brevet, ou pour violation réelle ou alléguée d'un brevet ou d'un dessin industriel enregistré du fait que l'entrepreneur s'est acquitté des obligations que lui impose le marché d'acquisition, et relativement à l'utilisation ou à l'aliénation, par le Canada, de ce qui est fourni aux termes du marché d'acquisition.

CG26. Taxes

26.1 Taxes municipales
Les taxes municipales ne s'appliquent pas.

26.2 Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.

26.3 Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.

26.4 L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

26.5 Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis

date in sufficient detail to have permitted the Contractor to calculate the effect of the change.

26.6 Tax Withholding of 15 Percent

Pursuant to the *Income Tax Act*, 1985, c. 1 (5th Supp.) and the Income Tax Regulations, Canada must withhold 15 percent of the amount to be paid to the Contractor in respect of services provided in Canada if the Contractor is a non-resident, unless the Contractor obtains a valid waiver. The amount withheld will be held on account for the Contractor in respect to any tax liability which may be owed to Canada.

GC27. International Sanctions

27.1 Persons in Canada, and Canadians outside of Canada, are bound by economic sanctions imposed by Canada. As a result, the Government of Canada cannot accept delivery of goods or services that originate, either directly or indirectly, from the countries or persons subject to economic sanctions.

Details on existing sanctions can be found at:

<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=eng>

27.2 The Contractor must not supply to the Government of Canada any goods or services which are subject to economic sanctions.

27.3 The Contractor must comply with changes to the regulations imposed during the period of the Contract. The Contractor must immediately advise Canada if it is unable to perform the Work as a result of the imposition of economic sanctions against a country or person or the addition of a good or service to the list of sanctioned goods or services. If the Parties cannot agree on a work around plan, the Contract will be terminated for convenience in accordance with section GC9.

GC28. T1204 Government Service Contract Payment

28.1 Pursuant to regulations made pursuant to paragraph 221 (1)(d) of the *Income Tax Act*, payments made by departments and agencies to Contractors under applicable services Contracts (including Contracts involving a mix of goods and services) must be reported on a T1204 Government Service Contract Payment. To enable client departments and agencies to comply with this requirement, Contractors are required to provide information as to their legal name and status, business number, and/or Social Insurance Number or other supplier information as applicable, along with a certification as to the completeness and accuracy of the information.

GC29. Successors and Assigns

The Contract shall enure to the benefit of and be binding upon the parties hereto and their lawful heirs, executors, administrators, successors and assigns as the case may be.

GC30. Conflict of Interest and Values and Ethics Codes for the Public Service

The Contractor acknowledges that individuals who are subject to the provisions of the *Conflict of Interest Act*, 2006, c. 9, s. 2, the Conflict of Interest Code for Members of the House of Commons, any applicable federal values and ethics code or any applicable federal policy on conflict of interest and post-employment shall not derive any direct benefit resulting from the Contract unless the provision or receipt of such benefit is in compliance with such legislation and codes.

GC31. No Bribe

The Contractor declares that no bribe, gift, benefit, or other inducement has been or will be paid, given, promised or offered directly or indirectly to any

public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.

26.6 Retenue d'impôt de 15 p. 100

En vertu de la *Loi de l'impôt* sur le revenu, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et du Règlement de l'impôt sur le revenu, le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour les services rendus au Canada si l'entrepreneur est un non-résident, à moins que l'entrepreneur n'obtienne une dérogation valide. Le montant retenu est gardé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

CG27. Sanctions internationales

27.1 Les personnes qui se trouvent au Canada, et les Canadiens qui se trouvent à l'extérieur du Canada, sont liés par les sanctions économiques imposées par le Canada. Par conséquent, le gouvernement du Canada ne peut accepter aucune livraison de biens ou de services qui proviennent, directement ou indirectement, des personnes ou des pays assujettis à des sanctions économiques.

On trouvera les détails sur les sanctions actuelles à l'adresse :

<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fr>

27.2 L'entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement du Canada des biens ou de services qui sont assujettis à des sanctions économiques.

27.3 L'entrepreneur doit se conformer aux changements de règlement imposés pendant la période du marché d'acquisition. L'entrepreneur doit immédiatement informer le Canada s'il est incapable d'accomplir les travaux par suite de l'imposition de sanctions économiques contre un pays ou une personne ou de l'ajout d'un bien ou d'un service à la liste des biens ou services visés par les sanctions. Si les parties n'arrivent pas à s'entendre sur un plan de redressement, le marché d'acquisition est résilié pour raisons de commodité conformément à l'article CG9.

CG28. T1204 Paiements contractuels de services du Gouvernement

28.1 Conformément au règlement établi en application de l'alinéa 221 (1)(d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les paiements que versent des ministères et organismes à des entrepreneurs en vertu des marchés d'acquisitions de services pertinents (y compris des marchés d'acquisitions comportant une combinaison de biens et de services) doivent être déclarés à l'aide du formulaire « Paiements contractuels de services du gouvernement », T1204. Pour permettre aux ministères et organismes clients de se conformer à cette exigence, les entrepreneurs sont tenus de fournir des renseignements au sujet de leur raison sociale et de leur forme juridique, leur numéro d'entreprise ou leur numéro d'assurance sociale ou les autres renseignements sur le fournisseur, le cas échéant, avec une attestation d'exhaustivité et d'exactitude des renseignements.

CG29. Successeurs et ayants droit

Le marché d'acquisition est au bénéfice des parties au marché d'acquisition ainsi que de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions, selon le cas.

CG30. Conflits d'intérêts et Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, 2006, ch. 9, art. 2, du *Code régissant les conflits d'intérêts des députés*, de tout code de valeurs et d'éthique fédéral applicable ou de toute politique fédérale applicable régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat ne peuvent tirer aucun avantage direct du marché d'acquisition, à moins que les conditions d'octroi et de réception de ces avantages soient conformes aux dispositions des lois et codes susmentionnés.

CG31. Pots-de-vin

L'entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou

official or employee of Canada or to a member of the family of such a person, with a view to influencing the entering into the Contract or the administration of the Contract.

GC32. Errors

Notwithstanding any other provision contained in this Contract, no amount shall be paid to the Contractor based on the cost of Work incurred to remedy errors or omissions for which the Contractor or his servants, agents or subcontractors are responsible, and such errors or omissions shall be remedied at the Contractor's cost, or, at the option of Canada, the Contract may be terminated and in that event the Contractor shall receive payment only as determined under section GC10.

GC33. Performance

The failure of Canada to require performance by the Contractor of any provision of this Contract shall not affect the right of Canada thereafter to enforce such provision, nor shall the waiver by Canada of any breach of any term of the Contract be taken or held to be a waiver of any further breach of the same or any other term or condition.

GC34. Gender

Whenever the singular or masculine is used throughout this Contract, it shall be construed as including the plural, feminine, or both whenever the context and/or the parties hereto so require.

GC35. Survival

All the Parties' obligations of confidentiality, representations and warranties set out in the Contract as well as any other the provisions, which by the nature of the rights or obligations might reasonably be expected to survive, will survive the expiry or termination of the Contract.

GC36. Severability

If any provision of the Contract is declared by a court of competent jurisdiction to be invalid, illegal or unenforceable, that provision will be removed from the Contract without affecting any other provision of the Contract.

GC37. Contingency Fees

The Contractor certifies that it has not, directly or indirectly, paid or agreed to pay and agrees that it will not, directly or indirectly, pay a contingency fee for the solicitation, negotiation or obtaining of the Contract to any person, other than an employee of the Contractor acting in the normal course of the employee's duties. In this section, "contingency fee" means any payment or other compensation that depends or is calculated based on a degree of success in soliciting, negotiating or obtaining the Contract and "person" includes any individual who is required to file a return with the registrar pursuant to section 5 of the *Lobbying Act*, 1985, c. 44 (4th Supplement).

GC38. Integrity Provisions

The Ineligibility and Suspension Policy (the "Policy") and all related Directives (2016-04-04) are incorporated into, and form a binding part of the Contract. The Contractor must comply with the provisions of the Policy and Directives, which can be found on Public Works and Government Services Canada's website at [Ineligibility and Suspension Policy](#).

GC39. Public Disclosure

39.1 The Contractor consents, in the case of a contract that has a value in excess of \$10,000, to the public disclosure of basic information - other than information described in any of paragraphs 20 (1)(a) to (d) of the *Access to Information Act* - relating to the contract.

39.2 The contractor consents, in the case of a contract with a former public

indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du marché d'acquisition.

CG32. Erreurs

Nonobstant toute disposition contraire du marché d'acquisition, rien n'est à payer à l'entrepreneur pour le coût des travaux qu'il effectue afin de corriger des erreurs ou des omissions dont lui-même, ses préposés, ses mandataires ou ses sous-traitants sont responsables, et que ces erreurs ou omissions seront corrigées aux frais de l'entrepreneur, ou, au choix du Canada, que le marché d'acquisition pourra être résilié, auquel cas l'entrepreneur recevra le seul paiement déterminé en vertu de l'article CG10.

CG33. Exécution

L'omission par le Canada d'exiger que l'entrepreneur se conforme à une disposition quelconque du présent marché d'acquisition ne change rien au droit du Canada par la suite de faire respecter cette disposition et, lorsqu'il renonce à un droit en cas de dérogation à une condition du marché d'acquisition, il n'est pas présumé renoncer à un droit en cas de dérogation subséquente à cette condition ou à une autre.

CG34. Genre

Le singulier ou le masculin employé dans le présent marché d'acquisition comprend le pluriel, le féminin ou les deux, selon le contexte ou la volonté des parties.

CG35. Prorogation

Les obligations des parties concernant la confidentialité, les déclarations et les garanties prévues au marché d'acquisition ainsi que les autres dispositions du marché d'acquisition qu'il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des obligations et des droits qui y sont prévus, qu'elles devraient demeurer en vigueur demeurent applicables malgré l'expiration ou la résiliation du marché d'acquisition.

CG36. Dissociabilité

La disposition du marché d'acquisition qui serait déclarée invalide, illégale ou non susceptible d'exécution par un tribunal compétent disparaît du marché d'acquisition, sans affecter aucune autre disposition du marché d'acquisition.

CG37. Honoraires conditionnels

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du marché d'acquisition à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur agissant dans le cadre normal de ses fonctions. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonnée au degré de succès ou calculée en fonction du degré de succès obtenu dans la sollicitation, la négociation ou l'obtention du marché d'acquisition, et « personne » signifie tout particulier qui est tenu de fournir au registraire une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, 1985, ch. 44 (4^e suppl.).

CG38. Dispositions relatives à l'intégrité

La Politique d'inadmissibilité et de suspension (la « Politique ») et toutes les directives connexes (2016-04-04) sont incorporées au contrat et en font partie intégrante. L'entrepreneur doit respecter les dispositions de la Politique et des directives, lesquelles se trouvent sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada à l'adresse [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).

CG39. Communication Publique

39.1 L'entrepreneur consent à la communication des principaux éléments d'information concernant le marché d'acquisition si la valeur de celui-ci excède 10 000 \$, à l'exception des renseignements visés à l'un des alinéas 20 (1) a) à d) de la *Loi sur l'accès à l'information*.

39.2 L'entrepreneur consent, dans le cas d'un contrat conclu avec un

servant in receipt of a Public Servant Superannuation (PSSA) pension, that the contractor's status, with respect to being a former public servant in receipt of a pension, will be reported on departmental websites as part of the published proactive disclosure reports described in 39.1.

GC40. Notice

Any notice under the Contract must be in writing and may be delivered by hand, courier, mail, facsimile or other electronic method that provides a paper record of the text of the notice. It must be sent to the Party for whom it is intended at the address stated in the Contract. Any notice will be effective on the day it is received at that address. Any notice to Canada must be delivered to the Minister.

GC41. Accuracy

The Contractor represents and warrants that the information submitted with its bid is accurate and complete. The Contractor acknowledges that the Minister has relied upon such information in entering into this Contract. This information may be verified in such manner as the Minister may reasonably require.

GC42. Dispute Resolution Services

The parties understand that the Procurement Ombudsman appointed pursuant to subsection 22.1 (1) of the *Department of Public Works and Government Services Act* will, on request of a party, provide a proposal for an alternative dispute resolution process to resolve any dispute arising between the parties respecting the interpretation or application of a term or condition of this contract. The parties may consent to participate in the proposed alternative dispute resolution process and to bear the cost of such process. The Office of the Procurement Ombudsman may be contacted by telephone at 1-866-734-5169 or by email at boa.opo@boa.opo.gc.ca

GC43. Contract Administration

The parties understand that the Procurement Ombudsman appointed pursuant to Subsection 22.1 (1) of the *Department of Public Works and Government Services Act* will review a complaint filed by the contractor respecting administration of this contract if the requirements of Subsection 22.2 (1) of the *Department of Public Works and Government Services Act* and Section 15 and 16 of the *Procurement Ombudsman Regulations* have been met, and the interpretation and application of the terms and conditions and the scope of the work of this contract are not in dispute. The Office of the Procurement Ombudsman may be contacted by telephone at 1-866-734-5169 or by email at boa.opo@boa.opo.gc.ca

GC44. Entire Agreement

The Contract constitutes the entire agreement between the Parties relative to the subject procurement and supersedes all previous negotiations, communications and other agreements, whether written or oral, unless they are incorporated by reference in the Contract. There are no terms, covenants, representations, statements or conditions relative to the subject procurement binding on the Parties other than those contained in the Contract.

ancien fonctionnaire qui reçoit une pension aux termes de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), à ce que la qualité d'entrepreneur, pour ce qui est d'être un ancien fonctionnaire qui reçoit une pension, sera déclarée sur les sites Web ministériels dans le cadre des rapports de divulgation proactive décrits à l'article 39.1.

CG40. Avis

Tout avis prévu au marché d'acquisition doit être donné par écrit et peut être livré en main propre, par messenger, par courrier, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui fournit un support papier du texte de l'avis. Il doit être envoyé à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le marché d'acquisition. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse. Tout avis destiné au Canada doit être livré au ministre.

CG41. Exactitude

L'entrepreneur affirme que les renseignements qui accompagnent sa soumission sont exacts et complets. L'entrepreneur reconnaît que le ministre s'est fondé sur ces renseignements pour conclure le marché d'acquisition. Ces renseignements peuvent être vérifiés de la manière que le ministre peut raisonnablement exiger.

CG42. Services de règlements des différends

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1 (1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* proposera, sur demande d'une partie, un processus extrajudiciaire de règlement des différends en vue de régler tout différend entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent contrat. Les parties peuvent consentir à participer au processus extrajudiciaire de règlement des différends proposé et à en assumer les coûts. On peut communiquer avec le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement par téléphone au 1-866-734-5169 ou par courriel à boa.opo@boa.opo.gc.ca

CG43. Administration du contrat

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1 (1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par l'entrepreneur concernant l'administration du contrat si les exigences de paragraphe 22.2 (1) *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlements concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa.opo.gc.ca

CG44. Exhaustivité de l'entente

Le marché d'acquisition constitue l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties relativement à l'acquisition dont il fait l'objet et remplace toutes négociations, communications ou autres ententes antérieures, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au marché d'acquisition. Seuls les conditions, engagements, affirmations et déclarations concernant l'acquisition visée qui sont contenus dans le marché d'acquisition lient les parties.

ANNEXE “B” **ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

TITRE

Assurance du revenu et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole en tant que solution de rechange

CONTEXTE

Les programmes fédéraux-provinciaux-territoriaux (FTP) de gestion des risques de l'entreprise (GRE) fournissent aux agriculteurs canadiens une protection contre d'importantes chutes de revenus. Ces programmes sont régis en fonction de cadres stratégiques quinquennaux, dont la prochaine itération est prévue en 2023. En prévision de cette nouvelle itération, les gouvernements FPT ont demandé à des représentants d'élaborer des options pour rendre les programmes plus efficaces, plus agiles, plus rapides et plus équitables pour les producteurs.

Dans le cadre de ce processus d'approvisionnement, le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (AAC) souhaite obtenir les services d'un cabinet multidisciplinaire avec de l'expérience en agriculture, en comptabilité et en services d'actuariat afin d'examiner une nouvelle approche d'assurance agricole. Pour l'instant, l'objectif est d'embaucher un expert-conseil pour réaliser une analyse complète de la façon dont fonctionnerait un programme d'assurance du revenu et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole pour les secteurs des céréales et oléagineux et des bovins au Canada.

Les résultats de cet examen pourraient orienter les politiques relatives aux outils de gestion des risques d'AAC, dont les programmes de gestion des risques de l'entreprise.

OBJECTIFS

Les objectifs du projet sont d'abord d'étudier les programmes d'assurance du revenu et de la marge offerts dans d'autres pays. Pour les secteurs des céréales et oléagineux et du bétail, le projet s'attardera sur l'accessibilité des données au Canada, l'amélioration du concept d'assurance du revenu et de la marge et finalement, l'évaluation du risque, les primes et les coûts d'administration.

Le projet est séparé en deux phases distinctes : la phase 1 est l'évaluation des risques d'un produit d'assurance revenue et marge provenant d'un concept et peaufiné sur la base d'autres produits d'assurance disponible ailleurs et les données disponibles au Canada. La phase 2 une option pour l'évaluation des coûts d'un tel produit et sera active si les résultats de la phase 1 sont satisfaisants.

Phase 1a) Les détails des programmes d'assurance revenus et marges disponibles dans un ensemble de pays.

Phase 1b) Évaluation des données disponibles au Canada pour administrer un programme d'assurance revenus et marges.

Phase 1c) Amélioration du concept proposé pour obtenir un programme d'assurance revenus et marge bonifié.

Phase 1d) Évaluation des risques découlant d'un programme d'assurance revenus et marges.

Selon les résultats de la première étape, le marché inclura une option liée à la réalisation d'une évaluation actuarielle et à une estimation des coûts de ce programme d'assurance du revenu et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole.

Phase 2 (option) : Évaluation des coûts d'un programme d'assurance (administration, primes et obligations financières)

Définitions

L'assurance du revenu est un programme d'assurance qui couvre les revenus prévus (multiplication de la production prévue par le prix prévu pour une marchandise donnée) contre un déclin des revenus provoqué par une baisse de la production ou une diminution du prix.

L'assurance de la marge est un programme d'assurance qui couvre la marge prévue (revenus attendus moins les coûts prévus des intrants) contre une diminution de la marge provoquée par une baisse de la production ou une diminution du prix ou une augmentation du coût des intrants.

Dans le cadre du présent projet, le mot programme, dans le contexte de la phase 1a) et de la phase 1b), signifie tous les outils, régimes d'assurance ou programmes. La terminologie peut être différente selon qu'on est dans un contexte public ou privé.

PORTÉE DES TRAVAUX

DÉTAILS DU PROJET — PHASE 1

PHASE 1 : Étude des programmes offerts, disponibilité des données, amélioration du concept proposé et évaluation des risques

Dans le cadre de la phase 1, AAC a besoin des services d'un expert-conseil afin de produire trois rapports préliminaires pour les phases 1a) à 1c) et un rapport final (incluant une présentation) pour l'ensemble de la phase 1.

PHASE 1A) EXAMEN DES PROGRAMMES DISPONIBLES

Le rapport préliminaire examinera les programmes (publics et privés) d'assurance du revenu et de la marge, comme défini ci-dessus, pour le secteur agricole dans des pays précisés et au Canada. Le rapport doit décrire ce que font les autres pays et expliquer si cela peut être offert au Canada.

Détermination de tous les programmes et produits d'assurance de la marge et du revenu propres à l'agriculture actuellement offerts, bientôt offerts ou abandonnés au cours des dix dernières années dans les secteurs public et privé pour les pays mentionnés ci-dessous et le secteur privé au Canada. L'expert-conseil choisira les six (6) pays (incluant Canada) les plus pertinents pour l'étude afin de remplir cette section. Il communiquera la liste des pays choisis dans la liste ci-dessous et tentera d'obtenir l'approbation d'AAC à cet égard.

États-Unis
Canada (outils privés
seulement)
Chine
Inde
Espagne
Japon

Brésil
France
Italie
Turquie
Suisse

REMARQUE : Les renseignements sur les programmes publics canadiens seront fournis par AAC, et l'expert-conseil intégrera cette information dans son rapport à des fins de comparaison.

REMARQUE : Les éléments suivants doivent être déterminés pour chaque programme cerné. Il convient de souligner que les éléments assortis d'un * pourraient être difficiles à acquérir. Le chargé de projet d'AAC ne pénalisera pas l'expert-conseil si les renseignements en question ne figurent pas dans le rapport. On s'attend à ce que des preuves des recherches effectuées soient fournies.

Description

- a) Nom du programme.
- b) Nom du pays où le programme est offert.
- c) Description du programme d'assurance — aperçu du programme cerné.
- d) Le programme offre-t-il une couverture pour des denrées spécifiques ou pour l'ensemble de l'exploitation?
- e) *Historique de l'adhésion au programme.
- f) *De quelle façon le programme est perçu par les producteurs?
- g) *Y a-t-il des indications liées à la prévisibilité, la rapidité et l'abordabilité du programme?

Administration

- a) De quelle façon le programme est-il administré (administrateur privé/public)?
- b) *Quels sont les coûts d'administration comparativement à différentes mesures (risque assuré, primes totales, nombre de polices vendues, etc.)?
- c) *Quels sont les coûts de mise en place pour une administration (système, processus, etc.)?
- d) *Qui assume la responsabilité et de quelle façon la responsabilité est-elle gérée (p. ex. gérée à l'interne, réassurance privée, réassurance publique)?

Conception

- a) Comment la couverture est-elle déterminée? Qu'utilise le responsable du programme pour établir la couverture et les paiements d'indemnisation?
Par exemple :
 - Point de référence,
 - déclaration du producteur,
 - états financiers actuels et historiques de l'entreprise agricole,
 - prévisions,
 - Individuel ou par zone,
 - facturation (achat d'intrants/vente de produits),
 - si la couverture des revenus est fixée de manière autonome ou si elle est dérivée d'une couverture de la production attendue et du prix attendu, etc.
- b) Lorsque le prix unitaire fait partie de la couverture, quelles sont les méthodes utilisées pour établir le prix unitaire (prix historiques, prix prospectifs ou combinaison des deux).
- c) *À quel niveau géographique le prix unitaire est-il établi (zone, région, pays)?
- d) Si cela est pris en considération, cerner et énumérer les coûts des intrants couverts par le produit d'assurance de la marge.
- e) Risques couverts et risques exclus
- f) Déclencheur — quelles preuves/circonstances sont requises pour déclencher un paiement?
- g) Niveau de protection (franchise) offert, c.-à-d. 60 %, 70 %, 80 %, etc.
- h) Coassurance — le programme nécessite-t-il une coassurance?
- i) Niveau de subvention (le cas échéant)
- j) * Comment les pertes sont-elles évaluées? Preuves requises, déclaration volontaire, etc.

Données

- a) Dresser une liste exhaustive des données qui seront utilisées dans le cadre de ce programme :
 - D'où viennent les données (qui les fournit — industrie, producteurs individuels...) et quelle donnée est fournie à qui.
 - *Confirmer si les prix et les coûts des intrants sont déclarés/communiqués volontiers par les producteurs individuels ou l'industrie?
 - Y a-t-il des indications de problèmes en matière d'accès aux données? Les données sont-elles publiquement accessibles ou faut-il utiliser des accords sur l'échange de données?
- b) Le programme utilise-t-il un point de référence ou des données individuelles pour fixer la couverture et les indemnités?

Commentaires et renseignements supplémentaires

- a) Préoccupations ou problèmes cernés par les responsables de l'administration du programme.
- b) Leçons retenues des programmes annulés ou actifs.
- c) Advenant que l'étude des pays non sélectionnés révèle que le développement de l'assurance revenus ou l'assurance marge aurait été étudié mais finalement rejeté, les informations recueillies devront être partagées.
- d) Dans les pays examinés, dressez une liste assortie d'une brève description de produits similaires à d'autres programmes publics au Canada (programme de gestion des risques de l'entreprise, c.-à-d. Agri-stabilité et Agri-investissement).
- e) Toute information complémentaire pertinente

Produit livrable 1 : Rapport préliminaire contenant tous les renseignements liés à la phase 1a)

PHASE 1B) DISPONIBILITÉ DES DONNÉES AU CANADA

Pour les secteurs des céréales et oléagineux et du bétail au Canada, l'expert-conseil fournira une analyse détaillée des données requises et disponibles, y compris les champs de données et les sources, afin d'entreprendre une analyse de la détermination des primes pour ce concept (phase 2).

Les données requises et leurs disponibilités qui seront nécessaires afin d'évaluer la faisabilité du concept proposés et d'estimer les coûts grâce à une analyse actuarielle (dans la phase 2).

L'expert-conseil devra établir une liste de tous les champs de données nécessaires pour offrir :

- 1) une couverture d'assurance du revenu pour l'ensemble de l'exploitation agricole;
- 2) une couverture d'assurance de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole.

REMARQUE : Les travaux réalisés à la section phase 1a) serviront à établir ces listes.

Cette section analysera ensuite la disponibilité des données et leurs sources. L'expert-conseil devra probablement communiquer avec divers intervenants afin d'évaluer l'existence de données au Canada et de confirmer de façon préliminaire leur volonté de partager des données avec les administrateurs de programme potentiels d'assurance du revenu et de la marge pour établir la couverture et évaluer les primes et les indemnités.

En résumé, selon les champs de données utilisés par les pays à l'étude pour établir l'assurance du revenu et de la marge (Phase 1a)), à la Phase 1b) l'expert-conseil devra :

- a. établir la liste des champs de données requis;
- b. confirmer l'existence des données;
- c. déterminer combien d'années de données sont requises et accessibles;
- d. déterminer les champs de données accessibles au public;
- e. déterminer les données disponibles grâce à un partenariat avec d'autres intervenants;
- f. cerner les données non disponibles au public, mais nécessaires pour développer le concept;
- g. cerner les intervenants à consulter pour obtenir les données non accessibles publiquement;
- h. déterminer les coûts liés à l'accès aux données, le cas échéant.

Produit livrable 2 : Rapport préliminaire contenant tous les renseignements prévus pour la phase 1b).

PHASE 1C) AMÉLIORATION DU CONCEPT D'ASSURANCE DE LA MARGE ET DU REVENU DE L'ENSEMBLE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE POUR LES CÉRÉALES ET OLÉAGINEUX ET LE BÉTAIL AU CANADA

La société d'experts-conseils devra formuler des recommandations sur le programme proposé d'assurance de la marge et du revenu de l'ensemble de l'exploitation agricole pour accroître sa faisabilité au Canada. Grâce au modèle d'assurance élaboré par AAC, l'expert-conseil devra faire une étude détaillée comprenant une comparaison avec ce qui se fait ailleurs (en utilisant les résultats provenant de la phase 1a) et à la phase 1b)) pour déterminer les mérites du concept, les risques de base (et les autres risques) et formuler des recommandations pour améliorer le modèle.

Pour confirmer les attentes, l'expert-conseil devra rencontrer AAC avant le début du travail sur ce deuxième rapport. La réunion virtuelle aura lieu pendant la première semaine de la phase 1c). Une brève description du modèle proposé se trouve ci-dessous, et des exemples en guise d'illustrations et des exemples chiffrés sont fournis à l'annexe 1 et à l'annexe 2.

Description du modèle proposé

Le modèle proposé est un programme qui assure une exploitation agricole entière¹ contre une baisse de revenus (assurance du revenu) et contre une baisse de la marge (assurance de la marge).

Le modèle proposé est fondé sur le revenu prévu et la marge par unité de production (acre, quintal, etc.) pour faciliter la création de la couverture d'une exploitation entière surtout dans le cas d'une exploitation mixte. La couverture totale garantie serait proportionnelle au niveau de revenu selon le niveau de couverture (franchise) choisi.

Toutes les productions agricoles d'une entreprise agricole qui représentent un pourcentage fixe du revenu global de ces entreprises (p. ex. au moins 10 %) pourraient être prises en compte selon ce concept de couverture globale de l'exploitation agricole. Dans cet exemple, toute production agricole comptant 10 % ou moins du revenu serait exclue de l'établissement de la couverture par souci de simplification de l'administration.

¹ L'exploitation agricole entière peut ne pas inclure 100 % des produits, selon la pertinence d'un produit au revenu de l'entreprise.

Variables prises en compte pour l'assurance du revenu

Couverture :

Production individuelle prévue par unité de production
Valeur de référence du marché prévue par unité de production

Paiement d'indemnité :

Production individuelle réelle par unité de production
Valeur de référence du marché réelle par unité de production

Par conséquent, pour établir la couverture de ce produit d'assurance, la production individuelle prévue par unité de production et la valeur de référence du marché prévue par unité de production seraient utilisées. Pour déterminer si un producteur est admissible à une indemnité (en fonction du niveau de couverture ou de franchise choisie), la production individuelle réelle par unité de production et la valeur de référence du marché réelle par unité de production seraient alors utilisées.

Variables supplémentaires prises en compte pour l'assurance de la marge

Couverture :

Coûts de référence prévus des intrants par unité de production

Paiement d'indemnité :

Coûts de référence réels des intrants par unité de production

Le revenu prévu par unité de production dans l'assurance du revenu servirait à établir la couverture de la marge quand elle est déduite des coûts de référence prévus des intrants. Au moment d'établir une indemnité potentielle (fondée sur la franchise choisie), les coûts réels des intrants par unité de production seraient utilisés.

Les producteurs recevraient leurs paiements lorsque la police expire (si le programme était déclenché) à la fin du cycle de production ou à la fin de l'année selon le secteur, que les producteurs décident de vendre leurs produits ou non.

Dans le cadre de cette assurance de la marge, la région où le producteur se trouve servirait à déterminer les coûts prévus des intrants (valeur de référence) ainsi que les coûts réels des intrants (valeur de référence). La région serait déterminée par l'administration d'après des exigences précises : par exemple, le secteur de risque (épandage de fongicide) et l'utilisation d'indices particuliers pour établir la hausse des coûts des intrants (régionaux ou provinciaux). La composante individuelle de l'assurance de la marge viendra de la production (qui ne sera pas estimée ni fondée sur une valeur de référence). Le coût prévu des intrants dans la formule sera régional ou provincial (d'après la volatilité spécifique des coûts des intrants).

En annexe 1 et 2, vous trouverez un exemple de calcul et une feuille d'information qui donnent des détails supplémentaires sur le concept et peuvent aider à comprendre la complexité de ce qui est proposé.

Amélioration du concept

L'objectif de cette section est d'obtenir l'opinion de l'expert-conseil sur le concept tel que présenté. L'expert-conseil doit recommander des améliorations pour peaufiner le concept proposé d'après son expérience et les constatations à la phase 1a) et à la phase 1b) et aborder au moins les questions et les éléments suivants.

Comparaison et problèmes potentiels

- a) D'après l'expérience et la comparaison avec les autres pays (à la phase 1a)), l'expert-conseil doit fournir un avis sur le concept proposé.
- b) Quelles sont les différences et les similitudes entre le concept d'AAC et les autres?
- c) Déterminer et évaluer les problèmes potentiels du concept proposé.

Coordination des prestations

- d) Recommandation concernant la coordination des prestations entre le concept amélioré et les programmes Agri-protection et WLPPIP afin d'éviter le dédoublement des prestations.

Analyse des coûts des intrants

- e) Déterminer les intrants propres à chaque secteur d'après la comparaison et l'expérience.
- f) Déterminer si les coûts des intrants peuvent être comparés.
- g) Déterminer si l'usage des coûts des intrants peut être comparé.
- h) Recommander une liste d'intrants par secteur :

- a. Les coûts des intrants pouvant être comparés sont-ils d'une valeur suffisante pour représenter une partie importante du total des dépenses agricoles?
- b. Quelle est la proportion des coûts des intrants pouvant être comparés?
- i) Les coûts des intrants pouvant être comparés seraient-ils assez volatiles pour être un déclencheur dans un tel programme?
 - a. Si la volatilité de la marge était trop faible pour être un déclencheur, devrait-on concevoir seulement l'assurance du revenu, étant donné que le niveau de couverture comprend au moins les coûts des intrants?

Disponibilité des données

- j) Commenter la disponibilité des données et les mesures à prendre pour accéder aux données (ou à une approximation).

Opinion sur l'assurance du revenu

- k) En considérant toute l'information recueillie et l'étude entreprise, l'assurance du revenu semble-t-elle faisable?

Opinion sur l'assurance de la marge

- a) En considérant toute l'information recueillie et l'étude entreprise, l'assurance de la marge semble-t-elle faisable?

Recommandations supplémentaires concernant des situations spécifiques

- a) Comment le concept peaufiné fonctionnerait-il pour une exploitation mixte (producteurs de céréales et de bétail).
- b) Suggestions pour le traitement de la perte de qualité sous le concept d'assurance revenue et marge de l'ensemble de l'exploitation agricole.

Améliorations proposées

- c) L'expert-conseil doit proposer des améliorations précises du concept présenté d'assurance de la marge et du revenu de l'ensemble de l'exploitation.
- d) L'expert-conseil doit proposer le moment (mois) où la police d'assurance devrait être vendue et le paiement potentiel devrait être traité.

Produit livrable 3 : Rapport préliminaire contenant tous les renseignements attendus liés à la phase 1c).

PHASE 1D) ÉVALUATION DES RISQUES DU CONCEPT PEAUFINÉ POUR LES C&O ET LES BOVINS

Dans cette section, l'expert-conseil doit évaluer les risques du concept peaufiné à la phase 1c). Quand des valeurs de référence sont utilisées, le risque de base est l'un des risques sous-jacents assurés. L'analyse du risque de base présent dans le concept d'assurance de la marge et du revenu de l'ensemble de l'exploitation pour les C&O et les bovins aidera à orienter la politique.

L'objectif de cette section est de mieux comprendre les risques de ce concept et de comprendre en profondeur le risque de base pour déterminer leurs effets potentiels sur le développement futur du programme.

Identification et atténuation des risques

- a) Déterminer tous les risques de ce concept (incluant, entre autres, le risque de base).
- b) Déterminer la probabilité de leur concrétisation.
- c) Déterminer leur effet potentiel sur le projet.
- d) Proposer des mesures d'atténuation.

Analyse en profondeur du risque de base

1. Pour chaque élément suivant, veuillez confirmer l'intégration dans le concept d'un risque de base au niveau de l'exploitation et décrire son effet prévu sur la décision du producteur de participer :
 - Risque de base de l'assurance du revenu quand les indemnités sont établies : c'est la différence entre la valeur établie au moyen du prix de référence du marché et la valeur que le producteur reçoit pour ses produits.
 - Risque de base de l'assurance de la marge en plus du risque de base pour le revenu.
 - Risque de base de l'assurance de la marge quand les indemnités sont établies : c'est la différence entre le coût des intrants établi au moyen de leur coût de référence et le coût des intrants que le producteur a payé pour ses produits.
2. Le risque de base par produit doit alors être synthétisé au niveau de l'exploitation pour que l'on puisse voir si la surestimation du prix d'un produit (et les dépenses) est annulée par la sous-estimation du prix d'un autre produit (et les dépenses), et vice-versa, en supposant un mélange typique de produits.
3. L'expert-conseil présentera les résultats du risque de base des cinq dernières années (avec un résultat annuel par région) — Alberta (bovins) et Ontario (C&O).
4. Présenter différentes mesures du risque de base :
 - indices de variabilité, écart-type, centiles du risque de base pour le revenu au niveau de l'exploitation.
 - indices de variabilité, écart-type, centiles du risque de base pour la marge au niveau de l'exploitation.
5. Commenter l'antisélection que pourrait créer le risque de base.

Les prix prévus établis pour le programme Agri-protection pourraient être utilisés pour le secteur des C&O et les prix à terme établis pour le PAPBO pourraient être utilisés pour le secteur des bovins.

Produit livrable 4 : Rapport final contenant tous les renseignements liés à la phase 1.

Remarque : en plus du rapport final, l'expert-conseil présentera un exposé et les résultats de la phase 1 à l'équipe de gestion de projet d'AAC.

PHASE 2 : ANALYSE ACTUARIELLE

Après avoir reçu et analysé les constatations et les résultats des rapports de la phase 1, la direction d'AAC décidera si la présente phase 2 (option) est mise en branle. L'expert-conseil devra alors estimer le coût des primes et les coûts d'administration et quantifier la hausse de la responsabilité provinciale avec les approches de type assurance du revenu et de la marge comparativement aux programmes actuels.

À la fin de cette phase, AAC souhaite avoir recueilli assez d'information s'il décidait de proposer aux intervenants un concept de programme à l'avenir.

REMARQUE : Pour établir le prix du bon « concept amélioré », l'expert-conseil devra rencontrer virtuellement AAC avant de commencer le travail relatif à cette phase.

Le concept de programme présenté dans la phase précédente pourrait être modifié en fonction des améliorations et d'autres constatations des deux rapports précédents déposés par l'expert-conseil. Cependant, les éléments conceptuels clés resteront les mêmes (assurance de la marge et du revenu de l'ensemble de l'exploitation fondée sur une valeur de référence et sur la production individuelle).

Le concept amélioré est celui qui est pris en compte dans la mise au point des primes, des coûts et des responsabilités par la suite.

PHASE 2A) : MODÈLE D'ÉTABLISSEMENT DE PRIMES

L'objectif de cette phase est que l'expert-conseil élabore un modèle d'établissement de primes pour développer un taux de prime par unité de production ainsi que les surcharges nécessaires pour établir une réserve suffisante pour l'assurance de la marge et du revenu de l'ensemble de l'exploitation pour le secteur des C&O en Ontario et pour le secteur des bovins en Alberta. Le modèle élaboré pourrait ensuite être appliqué à d'autres produits et/ou provinces.

1. Données par secteur dans les deux provinces : les données de l'Alberta (bovins) et de l'Ontario (C&O) seront requises pour cette analyse actuarielle. Pour le secteur des C&O, les provinces fourniront à l'expert-conseil les données de production réelle du secteur et AAC sera en mesure de fournir les prix projetés tel que préparé par le groupe de prévision d'AAC.
2. Concernant les données sur les bovins, le prix et la production devraient être rendus disponibles en fonction des constatations de la phase 1.
3. Les données sur les coûts des intrants à utiliser dans ce modèle sont les coûts des intrants pertinents définis à la phase 1. À la réunion au début de la phase 2, l'expert-conseil aura la liste finale à inclure dans ce modèle.
4. Les primes doivent être calculées pour différents niveaux de couverture (30 %, 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 %).

5. Pour approfondir l'analyse, l'expert-conseil doit aussi valider et comparer la réponse du concept (rétrospectivement) pour diverses années de faible production agricole (en raison d'événements particuliers) afin de déterminer comment l'assurance de la marge et du revenu de l'ensemble de l'exploitation aurait couvert les pertes lors de ces événements historiques (p. ex. sécheresse en 2002, sécheresse/inondation et humidité excessive en 2011, situation liée à l'ESB, problèmes de transport en 2017 et pandémie de COVID-19 à l'été 2020) et en temps normal.

REMARQUE : Le modèle de prix élaboré sera un produit livrable dans cette phase. Il sera entendu que le modèle pourra être réutilisé par AAC à l'avenir. AAC gardera la propriété du modèle élaboré et pourra le modifier à l'avenir au besoin.

PHASE 2B) : ÉVALUATION DES COÛTS D'ADMINISTRATION

L'objectif de la phase 2b) est d'estimer plus ou moins le coût d'administration du concept amélioré. Pour ce faire, l'expert-conseil fondera son analyse sur d'autres programmes semblables (des résultats de la phase 1).

Deux types différents de coûts seront estimés :

- le coût initial de la mise en place
- les coûts permanents

Le rapport inclura aussi des suggestions sur la façon de gérer la prestation des programmes d'assurance de revenu et de la marge dans les plus petits territoires.

Les hypothèses et les suppositions utilisées pour prévoir et estimer les coûts d'administration devront être détaillées dans cette section.

PHASE 2C) : RESPONSABILITÉ DU PROGRAMME

Dans cette section, l'expert-conseil devra estimer plus ou moins la responsabilité du programme selon différents scénarios de participation fondée sur le concept d'assurance de la marge et du revenu de l'ensemble de l'exploitation pour l'Alberta (bovins) et pour l'Ontario (C&O). Puis, il devra proposer des options pour réduire l'incidence sur le bilan des provinces.

- Utiliser les données de Statistique Canada sur la valeur de la production pour estimer la valeur assurée.
- Proposer divers scénarios pour estimer le taux de participation.
- Utiliser des niveaux de couverture de 50 %, 60 %, 70 % et 80 %.
- Quantifier la responsabilité pour les deux provinces.
 - Valeur du produit multipliée par le niveau de couverture et le taux de participation.
- Inclure une analyse pour comparer la responsabilité estimée dans cette section avec la responsabilité actuelle des programmes de gestion des risques de l'entreprise Agri-stabilité dans les deux provinces.

Produit livrable 5 : Modèle d'établissement des prix et rapports sur les résultats de la phase 2.

Remarque : L'expert-conseil remettra un rapport, préparera un exposé et présentera ses résultats à l'équipe de gestion de projet d'AAC à la phase 2.

PRODUITS LIVRABLES ET CALENDRIER

En vertu du présent marché, il y a un total de cinq produits livrables (incluant la période d'option), et des ébauches de rapport sont attendues aux dates mentionnées ci-dessous.

| Produits livrables | Contenu du produit livrable | Calendrier |
|---|---|--|
| Rapport préliminaire de la phase 1a) | Rapport d'étude sur les programmes d'assurance du revenu et de la marge d'autres pays en soutien au secteur agricole. | Ébauche du rapport préliminaire au plus tard le 19 mars. Rapport préliminaire au plus tard le 31 mars 2021. |
| Rapport préliminaire de la phase 1b) | Évaluation des données accessibles au Canada pour réaliser un programme d'assurance du revenu et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole. | Ébauche du rapport préliminaire au plus tard le 14 mai. Rapport préliminaire au plus tard le 31 mai 2021. |
| Rapport préliminaire de la phase 1c) | Amélioration du concept à la lumière de l'expérience tirée de la phase 1a) et b). | Ébauche du rapport préliminaire au plus tard le 15 juillet. Rapport préliminaire au plus tard le 30 juillet 2021. |
| Rapport finale de la phase 1 | Rapport final de la phase 1. Colliger les rapports préliminaires des phases précédente et inclure l'évaluation des risques du concept d'assurance du revenu et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole, y compris les risques de base. | Ébauche du rapport final au plus tard le 1 ^{er} octobre. Rapport final au plus tard le 15 octobre 2021. |
| Rapport de la phase 2 (Période d'option) | Établissement des coûts du concept proposé, y compris les primes, l'administration et la responsabilité prévue. Cela inclut le rapport et le modèle d'établissement des prix. | Ébauche du rapport au plus tard le 18 mars. Rapport final au plus tard le 31 mars 2022. |

Réunions :

Une réunion avant le début de la phase 1c) avec les chargés de projet pour fournir verbalement des renseignements sur le concept proposé et répondre à des questions précises que l'entrepreneur retenu pourrait avoir.

Réunions bimensuelles pour tenir le chargé de projet au fait de l'avancement du projet (au besoin).

LANGUE DE TRAVAIL

Tous les produits livrables seront fournis en anglais.

LIEU DE TRAVAIL ET DÉPLACEMENT

Les travaux seront réalisés dans les locaux de l'entrepreneur. Tous les frais de déplacement engagés à la suite de ce projet seront la seule responsabilité de l'entrepreneur. AAC ne paiera aucunement les frais de déplacement liés au projet.

INSPECTION ET ACCEPTATION

Tous les rapports, produits à livrer, documents, biens et services rendus aux termes de ce marché pourront faire l'objet d'une évaluation par le représentant ministériel ou son représentant autorisé. Si des rapports, des documents, des biens ou des services, tels qu'ils sont soumis, ne sont pas conformes aux exigences de l'Énoncé de travail et à celles du représentant du Ministère, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur, avant de recommander le paiement.

ANNEXE C
BASE DE PAIEMENT

1.0 Généralités

Le paiement sera effectué en conformité avec l'article 15.0 de la partie 3, Méthode de paiement, et l'article 14.0 de la partie 3, Dépôt direct.

Tous les produits livrables, destination franco bord, les droits d'entrée au Canada et la taxe d'accise (le cas échéant) doivent être indiqués. S'il y a lieu, les taxes applicables à la main-d'œuvre seront indiquées séparément.

La Couronne n'accepte aucune dépense pour les déplacements et les frais de subsistance engagée par un quelconque entrepreneur à la suite d'une réinstallation qui s'impose pour satisfaire aux modalités d'un quelconque marché qui en résulte.

2.0 Base d'établissement des prix

L'entrepreneur sera payé conformément aux modalités qui suivent pour les travaux réalisés dans le cadre du contrat.

Agriculture et Agroalimentaire Canada paiera l'entrepreneur pour les services rendus conformément aux travaux décrits à l'annexe B, Énoncé des travaux, et le prix ferme tout compris indiqué dans la base de paiement pour les travaux réalisés en vertu du contrat.

(Tableau ci-dessous à remplir au moment de l'attribution du contrat)

| <u>Produits livrables</u> | <u>Contenu du produit livrable</u> | <u>Calendrier</u> | <u>Prix ferme</u> |
|---|--|--|--------------------------|
| Rapport préliminaire de la phase 1a) | Rapport d'étude sur les programmes d'assurance du revenu et de la marge d'autres pays en soutien au secteur agricole. | Ébauche du rapport préliminaire au plus tard le 19 mars. Rapport préliminaire au plus tard le 31 mars 2021. | |
| Rapport préliminaire de la phase 1b) | Évaluation des données accessibles au Canada pour réaliser un programme d'assurance du revenu et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole. | Ébauche du rapport préliminaire au plus tard le 14 mai. Rapport préliminaire au plus tard le 31 mai 2021. | |
| Rapport préliminaire de la | Amélioration du concept à la lumière de l'expérience | Ébauche du rapport préliminaire au | |

| | | | |
|---|---|---|--|
| phase 1c) | tirée de la phase 1a) et b). | plus tard le 15 juillet. Rapport préliminaire au plus tard le 30 juillet 2021. | |
| Rapport finale de la phase 1 | Rapport final de la phase 1. Colliger les rapports préliminaires des phases précédente et inclure l'évaluation des risques du concept d'assurance du revenu et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole, y compris les risques de base. | Ébauche du rapport final au plus tard le 1 ^{er} octobre. Rapport final au plus tard le 15 octobre 2021. | |
| Rapport de la phase 2 (Période d'option) | Établissement des coûts du concept proposé, y compris les primes, l'administration et la responsabilité prévue. Cela inclut le rapport et le modèle d'établissement des prix. | Ébauche du rapport au plus tard le 18 mars. Rapport final au plus tard le 31 mars 2022. | |

Le paiement est effectué sur la base des produits livrables décrits dans l'énoncé des travaux et de l'acceptation et de la satisfaction des produits livrables par le chargé du projet.

Il s'agit d'un contrat à prix fixe tout compris ne devant pas dépasser 106 194 \$ CAN (plus les taxes applicables) pour le contrat initial et 115 044 \$ CAN (plus les taxes applicables) pour la période d'option, comprenant tous les coûts liés au projet, les déplacements connexes, etc. Les factures seront basées sur les produits livrables et seront soumises au chargé de projet/représentant du Ministère aux fins d'approbation. Les paiements échelonnés doivent être conformes à l'article 14, Méthode de paiement.

Dans le présent contrat, sauf indication contraire, tous les prix et toutes les sommes excluent la taxe de vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu. La TVH vient s'ajouter au prix indiqué dans le présent contrat et sera acquittée par le Canada.

Dépenses de déplacement et de subsistance – aucuns frais de déplacement ne seront remboursés dans le cadre du présent contrat.

ANNEXE D
PROCÉDURES ET CRITÈRES D'ÉVALUATION

PROPOSITION TECHNIQUE

Il est essentiel que les éléments contenus dans la proposition soient énoncés clairement et soient suffisamment détaillés pour en permettre l'évaluation par l'équipe d'évaluation.

1.0 MODE DE SÉLECTION – NOTE LA PLUS ÉLEVÉE OBTENUE POUR LA VALEUR TECHNIQUE ET LE COÛT

- 1.1 Le processus d'évaluation est conçu en vue de constituer une liste d'entrepreneurs qualifiés pour la réalisation des travaux décrits dans l'énoncé de travaux (annexe B).
- 1.2 La présente section décrit les exigences détaillées de la présente proposition qui serviront à évaluer les réponses des soumissionnaires à la DP.
- 1.3 Les exigences obligatoires énumérées à la section 2.0 seront évaluées selon qu'elles sont jugées conformes ou non conformes. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire afin de prouver la conformité de la proposition.
- 1.4 La sélection de la proposition recevable s'effectuera en fonction de la **MEILLEURE NOTE GLOBALE** pour les propositions technique et financière. La note globale sera établie en additionnant les points obtenus pour la proposition technique et pour la proposition financière.

Les propositions technique et financière des soumissionnaires seront notées séparément. Le pointage global de la proposition équivaldra à la somme du pointage de la proposition technique et de celui de la proposition financière selon la pondération suivante :

Proposition technique = 80 %
Proposition financière = 20 %
Proposition globale = 100 %

Formule :

$$\frac{\text{Cote technique} \times \text{ratio (80)}}{\text{Nombre maximal de points}} + \frac{\text{Prix le plus bas} \times \text{ration (20)}}{\text{Prix du soumissionnaire}} = \text{Note globale}$$

(Exemple de formule)

| Note globale la plus élevée en fonction de la valeur technique (60 %) et du prix (40 %) | | | |
|---|-----------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|
| Calcul | Points techniques | Points pour le prix | Nombre total de points |
| Proposition 1 - Tech. = 88/100 - Prix = 60 000 \$ | $\frac{88 \times 80}{100} = 70,4$ | $\frac{*50 \times 20}{60} = 16,67$ | = 87,07 |
| Proposition 2 - Tech. = 86/100 - Prix = 55 000 \$ | $\frac{86 \times 80}{100} = 68,8$ | $\frac{*50 \times 20}{55} = 18,18$ | = 86,98 |
| Proposition 3 - Tech. = 76/100 - Prix = 50 000 \$ | $\frac{76 \times 80}{100} = 60,8$ | $\frac{*50 \times 20}{50} = 20$ | = 80,8 |
| * Représente la proposition au prix le plus bas. Le soumissionnaire n° 1 est retenu, car il a obtenu la note globale la plus élevée (87,07). | | | |

1.5 **Pour être jugée recevable, une proposition doit :**

1. satisfaire aux exigences obligatoires énoncées à la section 2.0 ci-dessous;
2. obtenir le nombre minimum de points (60 %) indiqué **pour l'ensemble** des critères cotés.

1.6 Le prix de la proposition sera évalué en DOLLARS CANADIENS, taxes applicables en sus, destination FAB pour les biens et services, incluant les droits de douane et les taxes d'accise.

1.7 Si la proposition ne fournit pas de renseignements suffisamment détaillés pour en permettre l'évaluation selon les critères établis, elle peut être jugée non recevable. **Pour les besoins de l'évaluation, une simple liste de l'expérience de travail fournie par les soumissionnaires, sans données complémentaires sur le moment et la manière dont cette expérience a été acquise, n'est pas suffisante pour « attester » ladite expérience. Les expériences professionnelles mentionnées dans la proposition doivent toutes être attestées (c.-à-d., dates, nombre d'années et de mois d'expérience).**

Le soumissionnaire doit aborder les exigences cotées dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées, en donnant suffisamment de détails pour qu'une évaluation approfondie puisse être effectuée. Agriculture et Agroalimentaire Canada utilisera ces critères pour évaluer chaque proposition. L'évaluation

qu'AAC effectuera reposera uniquement sur les renseignements figurant dans la proposition. Tout élément qui n'est pas abordé recevra zéro (0) point en vertu du système de cotation numérique. AAC peut, sans y être obligé, demander des précisions au soumissionnaire.

- 1.8 Le soumissionnaire reconnaît qu'il n'incombe pas au Canada d'effectuer des recherches sur les renseignements cités comme sources de référence de façon incorrecte ou fournis d'une manière non conforme aux instructions pour la préparation de la proposition figurant à l'article 3.0 de la partie 2, pas plus qu'il ne lui incombe d'évaluer ces renseignements.
- 1.9 Il n'est pas permis aux soumissionnaires de poser des conditions ni de formuler des hypothèses qui limiteraient ou modifieraient la portée des travaux selon l'énoncé des travaux présenté à l'annexe B.
- 1.10 Dans le cas où deux propositions ou plus obtiennent la même note combinée globale, la proposition qui a obtenu la note technique la plus élevée sera considérée comme la proposition retenue.
- 1.11 Instructions pour les soumissionnaires :
 1. Copier et coller des mots de la DP dans les grilles de la référence du client proposée ne prouve pas que les exigences soient respectées. La conformité doit être illustrée par des exemples précis du travail effectué par le soumissionnaire.
 2. AAC se réserve le droit de vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire relativement aux exigences obligatoires et cotées. Pour ce faire, AAC communiquera avec la personne-ressource du client de référence à l'aide des coordonnées fournies par le soumissionnaire et fournira au client de référence un exemplaire des renseignements fournis par le soumissionnaire (applicables à ce client particulier uniquement) à des fins de vérification indépendante. Si AAC ne dispose pas des coordonnées lui permettant de communiquer avec un client pour un projet devant faire l'objet d'une vérification, le soumissionnaire devra fournir ces renseignements.

2.0 EXIGENCES OBLIGATOIRES

Si le soumissionnaire ne respecte pas les exigences obligatoires, sa proposition sera considérée comme non conforme et ne sera donc pas examinée. Le soumissionnaire doit joindre la documentation nécessaire à la démonstration de la conformité.

| Critères | Critères d'évaluation obligatoires | N° de page | Réussite ou échec |
|------------|--|------------|-------------------|
| | Composition et expérience de l'équipe | | |
| O.1 | La proposition doit préciser le nom de tous les membres de l'équipe de projet et comprendre leur curriculum vitæ (CV), lequel doit faire mention des études et de l'expérience de travail pertinente acquise au cours des cinq dernières années. | | |

3.0 EXIGENCES COTÉES

Seules les propositions qui satisfont d'abord aux exigences obligatoires seront prises en compte à la deuxième étape de l'évaluation, en l'occurrence l'Évaluation technique cotée.

Pour être réputés conformes, les soumissionnaires doivent obtenir une note de passage minimale globale de 60 % pour les critères cotés de l'évaluation technique. Les propositions qui obtiennent une note globale inférieure à 60 % pour les critères cotés de l'évaluation technique seront rejetées d'emblée.

Le soumissionnaire doit présenter les exigences cotées dans l'ordre où elles sont inscrites et fournir les renseignements nécessaires pour permettre une évaluation en profondeur. Agriculture et Agroalimentaire Canada utilisera ces critères pour évaluer chaque proposition. L'évaluation qu'AAC effectuera reposera uniquement sur les renseignements figurant dans la proposition. Tout élément qui n'est pas abordé recevra zéro (0) point en vertu du système de cotation numérique. AAC peut exiger du soumissionnaire des précisions, mais n'y est pas tenu.

| Critères | EXIGENCES COTÉES | N° de page | Nombre maximal de points |
|------------|--|------------|--------------------------|
| C.1 | Expérience de travail pertinente | | |
| | La proposition sera évaluée en fonction de deux exemples relatifs à l'expérience de travail acquise au cours des cinq dernières années. Ces exemples doivent démontrer que le soumissionnaire/l'équipe de projet possède la capacité, les compétences et l'expérience nécessaires dans les domaines suivants : | | 24 |

| | | | |
|---|--|--|------------------|
| | <p>a) Collecte et synthèse de données techniques relatives aux programmes agricoles du secteur public ou aux produits de type assurance agricole du secteur privé. (maximum de 5 points)</p> <p>i. Les renseignements fournis au point a) comprennent des renseignements provenant de différents pays. (2 points)</p> <p>b) Révision de la conception et critique de programmes d'assurance liés au secteur agricole. (maximum de 5 points)</p> <p>c) Réalisation d'une évaluation approfondie des risques d'un programme agricole ou d'une police agricole. (maximum de 5 points)</p> <p>ii. Les renseignements fournis au point c) comprennent l'expérience liée au risque de base. (2 points)</p> <p>d) Réalisation d'une évaluation actuarielle des primes d'un programme d'assurance agricole (cela peut être démontré par une expérience à l'interne ou par une alliance avec un cabinet d'actuaire). (maximum de 5 points)</p> <p><u>Les descriptions à l'appui de l'expérience indiquée ci-dessus doivent préciser le nom du projet, les échéanciers, le type de client (industrie, gouvernement, secteur à but non lucratif, etc.), le responsable du projet et les membres d'équipe pertinents, les liens hiérarchiques et les tâches effectuées.</u></p> <p><u>ÉCHELLE DE COTATION</u> 5 – Excellent – Expérience <u>fortement</u> démontrée 4 – Très bien – Expérience <u>clairement</u> démontrée 3 – Bien – Expérience <u>assez bien</u> démontrée 2 – Modéré – Expérience <u>quelconque</u> démontrée 1 – Faible - Expérience <u>faiblement</u> démontrée 0 – Mauvais – Aucune expérience démontrée</p> | | |
| <p>Total des points pour l'expérience de travail pertinente Nombre minimal de points requis : 14/24 (60 %)</p> | | | |
| | | | |
| <p>C.2</p> | <p>Connaissance du secteur</p> | | |
| | <p>La proposition doit démontrer que le soumissionnaire/l'équipe de projet a des connaissances précises sur les sujets suivants et souligner la compréhension du soumissionnaire quant à leur pertinence pour le projet :</p> <p>a) Programmes, outils et politiques de différents pays pour soutenir le secteur agricole, plus particulièrement la production de produits agricoles, les revenus agricoles et l'établissement de marges. (maximum de 5 points)</p> <p>b) Programme et politique dans le contexte des secteurs des bovins et des céréales et oléagineux. (maximum de 5 points)</p> <p><u>ÉCHELLE DE COTATION</u> 5 – Excellent – Répond à l'exigence et démontre de <u>nombreuses</u> forces dans les principaux domaines. 4 – Très bien – Répond à l'exigence et démontre <u>certaines</u> forces dans les</p> | | <p>10</p> |

| | | | |
|------------|--|--|-----------|
| | <p>principaux domaines.</p> <p>3 – Bien – Répond <u>en grande partie</u> à l'exigence et démontre <u>certaines</u> forces dans les principaux domaines.</p> <p>2 – Modérée – Répond <u>en partie</u> à l'exigence et démontre <u>certaines</u> forces évidentes.</p> <p>1 – Faible – Répond <u>peu</u> à l'exigence et démontre <u>certaines</u> forces évidentes.</p> <p>0 – Mauvais – Ne répond que peu ou pas à l'exigence et ne démontre que peu ou pas de forces évidentes.</p> | | |
| | <p>Total des points pour la connaissance du secteur</p> <p>Nombre minimal de points requis : 6/10 (60 %)</p> | | |
| C.3 | Méthodologie proposée et plan de travail détaillé | | |
| | <p>a. La proposition doit comprendre un plan de travail qui décrit, possiblement sous la forme d'une structure de répartition du travail, comment le projet sera entrepris ainsi que les stratégies pour réaliser ce dernier (y compris les étapes précises, les responsables de chaque étape et les échéanciers proposés pour atteindre chaque partie des objectifs du projet) (maximum de 30 points)</p> <p>i. Examen de programmes d'un certain nombre de pays figurant sur la liste. (maximum 5 points)</p> <p>ii. Disponibilité des données au Canada pour les renseignements nécessaires à l'élaboration d'un produit d'assurance (maximum 5 points)</p> <p>iii. Peaufinage du concept proposé. (maximum 5 points)</p> <p>iv. Évaluation du risque de base du concept peaufiné. (maximum de 10 points*)</p> <p>v. Estimation du coût des primes, des frais administratifs et de la responsabilité. (maximum 5 points)</p> <p>b. La proposition doit démontrer comment le soumissionnaire/l'équipe de projet prévoit cerner et consulter les données requises pour achever chacune des étapes du projet (maximum de 10 points*)</p> <p>c. La méthodologie devrait également recenser l'ensemble des problèmes ou contraintes qui pourrait se présenter dans le cadre de la réalisation des activités figurant dans l'énoncé des travaux, de même que proposer des solutions recommandées (maximum de 5 points).</p> <p>** En vertu du présent contrat, il est interdit de réaliser des sondages en ligne ou des recherches sur l'opinion publique (en personne ou en ligne). Des discussions avec des experts en la matière sont autorisées. Des contacts directs avec des administrateurs dans d'autres pays sont attendus.</p> <p><u>ÉCHELLE DE COTATION (exigences d'un maximum de 5 points)</u></p> <p>5 – Excellent – Répond à l'exigence et démontre de <u>nombreuses</u> forces dans les principaux domaines.</p> <p>4 – Très bien – Répond à l'exigence et démontre <u>certaines</u> forces dans les principaux domaines.</p> | | 45 |

| | | | |
|------------|--|--|----------|
| | <p>3 – Bien – Répond <u>en grande partie</u> à l'exigence et démontre <u>certaines</u> forces dans les principaux domaines.</p> <p>2 – Modérée – Répond <u>en partie</u> à l'exigence et démontre <u>certaines</u> forces évidentes.</p> <p>1 – Faible – Répond <u>peu</u> à l'exigence et démontre <u>certaines</u> forces évidentes.</p> <p>0 – Mauvais – Ne répond que peu ou pas à l'exigence et ne démontre que peu ou pas de forces évidentes.</p> <p><u>*ÉCHELLE DE COTATION (exigences d'un maximum de 10 points)</u></p> <p>10 – Excellent – L'élément est bien démontré et décrit de façon très détaillée.</p> <p>7 – Très bien – L'élément est bien démontré et décrit en détail.</p> <p>5 – Bien – L'élément est démontré et décrit. Certains détails sont manquants.</p> <p>3 – Modéré – L'élément est partiellement démontré et décrit. Les détails ne sont pas entièrement fournis.</p> <p>1 – Faible – L'élément est mal démontré et décrit. Peu de détails pertinents sont fournis ou ils font défaut.</p> <p>0 – Mauvais – L'élément est très mal, voire aucunement, démontré et décrit. Aucun détail pertinent n'est fourni.</p> | | |
| | <p>Total des points pour la méthodologie proposée et le plan de travail détaillé</p> <p>Nombre minimal de points requis : 27/45 (60 %)</p> | | |
| C.4 | Qualité du document | | |
| | <p>La qualité du document sera évaluée en fonction des critères ci-dessous puisque l'on considère qu'elle donne un aperçu de la qualité du rapport définitif :</p> <p>a) Qualité rédactionnelle (notamment l'orthographe et la grammaire) (maximum de 2 points)</p> <p>b) Structure (maximum de 2 points)</p> <p>c) Clarté et concision (p. ex., la proposition doit comporter un maximum de 50 pages, outre les annexes) (maximum de 2 points)</p> <p><u>ÉCHELLE DE COTATION</u></p> <p>2 – Répond entièrement à l'exigence ou surpasse celle-ci.</p> <p>1 – Répond en partie à l'exigence</p> <p>0 – Ne répond pas à l'exigence</p> | | 6 |
| | <p>Total des points pour la qualité du document</p> <p>Nombre minimal de points requis : 4/6 (60 %)</p> | | |
| | <p>TOTAL DE POINTS DISPONIBLES POUR LES EXIGENCES COTÉES – 85</p> <p>Nombre minimal de points requis pour réussir – 51 (60 %)</p> | | |

4.0 PROPOSITION FINANCIÈRE

4.1 Dans la proposition financière, le soumissionnaire doit proposer un prix ferme tout compris (pour chacune des cinq phases) pour les services demandés dans l'énoncé des travaux à l'**annexe B**.

Budget maximal :

| <u>Produits livrables</u> | <u>Contenu du produit livrable</u> | <u>Montant maximal</u> | <u>Prix ferme tout inclus</u> |
|---|---|------------------------|-------------------------------|
| Rapport préliminaire de la phase 1a) | Rapport d'étude sur les programmes d'assurance du revenu et de la marge d'autres pays en soutien au secteur agricole. | 35 398,00 \$ | |
| Rapport préliminaire de la phase 1b) | Évaluation des données accessibles au Canada pour réaliser un programme d'assurance du revenu et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation agricole. | 17 699,00 \$ | |
| Rapport préliminaire de la phase 1c) | Amélioration du concept à la lumière de l'expérience tirée de la phase 1a) et b). | 17 699,00 \$ | |
| Rapport finale de la phase 1 | Rapport final de la phase 1. Colliger les rapports préliminaires des phases précédente et inclure l'évaluation des risques du concept d'assurance du revenu et de la marge pour l'ensemble de l'exploitation | 35 398,00 \$ | |

| | | | |
|---|---|---------------|--|
| | agricole, y compris les risques de base. | | |
| Rapport de la phase 2 (Période d'option) | Établissement des coûts du concept proposé, y compris les primes, l'administration et la responsabilité prévue. Cela inclut le rapport et le modèle d'établissement des prix. | 115 044,00 \$ | |

4.2 Il est demandé au soumissionnaire de présenter une ventilation des coûts, qui doit comprendre les éléments de coût ci-après, le cas échéant :

a) Honoraires professionnels

Le soumissionnaire doit indiquer clairement les honoraires professionnels et le coût journalier pour toutes les personnes proposées pour les travaux, y compris les remplaçants et les sous-traitants, en multipliant le taux horaire ou journalier par le nombre d'heures ou de jours proposé pour mener à bien les travaux (en précisant le nom des personnes concernées). À noter que les honoraires doivent comprendre les coûts indirects, les bénéfiques, les avantages sociaux, l'administration et les services de secrétariat.

b) Débours

Le soumissionnaire doit dresser la liste de ses frais directs remboursables, y compris la sous-traitance et le matériel, qui ne sont pas compris dans les honoraires. Les frais directs remboursables acceptables comprennent notamment la location des installations, le temps d'utilisation de l'ordinateur, la location d'équipement, les télécopies, les appels interurbains, l'impression et la reproduction, les fournitures de bureau, les déplacements, la messagerie, etc.; ils doivent être présentés en détail, selon la meilleure estimation des coûts. L'indemnité pour les bénéfiques ou les frais généraux ne devrait pas être ajoutée aux frais.

c) Déplacements

Comme il est mentionné dans l'énoncé des travaux, le soumissionnaire doit noter qu'aucun déplacement ni les dépenses y afférentes ne s'appliquent à ce projet. Il est censé effectuer ces travaux dans le lieu/l'espace de travail qu'il a choisi et utiliser ses propres ressources.

d) Taxes

Toutes les taxes doivent être incluses, le cas échéant, et être indiquées séparément dans la proposition. Remarque : Les taxes applicables ne seront pas incluses dans le processus d'évaluation.

5.0 DÉTERMINATION DU SOUMISSIONNAIRE RETENU

Les soumissionnaires seront classés en fonction de leurs notes financière et technique combinées. Le soumissionnaire conforme qui obtiendra la note globale combinée la plus élevée sera pris en compte pour l'attribution du contrat. Dans l'éventualité où des notes globales identiques seraient obtenues, le soumissionnaire ayant obtenu la note la plus élevée pour les critères technique sera classé premier.

ANNEXE E
ATTESTATIONS EXIGÉES

Voici les attestations exigées aux fins de la présente demande de propositions (DP). Les soumissionnaires doivent accompagner leur proposition d'une copie signée des attestations ci-dessous.

A) ENTITÉ JURIDIQUE ET DÉNOMINATION SOCIALE

Veillez attester que le soumissionnaire est une entité juridique pouvant être liée par le contrat et poursuivie en cour et indiquer : **i)** si le soumissionnaire est une société par actions, une société de personnes ou une entreprise individuelle, **ii)** les lois en vertu desquelles le soumissionnaire a été constitué ou créé et **iii)** le nom inscrit ou la dénomination sociale. Veillez également indiquer : **iv)** le pays où se situent les intérêts majoritaires (le nom, le cas échéant) du soumissionnaire.

i) _____
ii) _____
iii) _____
iv) _____

Tout contrat subséquent peut être exécuté comme suit : **i)** dénomination sociale complète de l'entrepreneur, **ii)** au lieu d'affaires ci-dessous (adresse complète), **iii)** par téléphone, télécopieur ou courriel :

i) _____
ii) _____
iii) _____

Nom

Signature

Date

B) ATTESTATION RELATIVE AUX ÉTUDES ET À L'EXPÉRIENCE

Nous attestons par les présentes que toutes les déclarations faites relativement aux études et à l'expérience des personnes proposées pour exécuter le travail visé sont exactes et vraies, et nous sommes conscients que le ministre se réserve le droit de vérifier tous les renseignements fournis à cet égard et que les fausses déclarations peuvent entraîner **l'irrecevabilité** de la proposition ou toute autre mesure que le ministre juge appropriée.

Nom

Signature

Date

C) ATTESTATION RELATIVE AU PRIX ET AU TAUX

« Nous attestons par la présente que les prix demandés ont été calculés conformément aux principes comptables généralement reconnus et applicables à tous les services exécutés de même nature que nous offrons et vendons, que ces prix ne sont pas supérieurs aux prix les plus bas facturés à qui que ce soit d'autre, y compris à nos clients privilégiés pour la même qualité et la même quantité de services, qu'ils n'englobent pas un élément de profit sur la vente excédant ceux que nous obtenons habituellement sur la vente de services d'une quantité et d'une qualité comparables, et qu'ils ne comprennent aucune clause relative à des remises ou à des commissions à des commissionnaires-vendeurs. »

Nom

Signature

Date

D) VALIDITÉ DE LA PROPOSITION

Il est nécessaire que les propositions soumises à la suite de la présente DP :

- soient valides à tous égards, y compris le prix, pour un minimum de cent vingt (120) jours suivant la date de clôture de la présente DP;
- soient signées par un représentant autorisé par eux à l'endroit prévu sur la DP;
- renferment le nom et le numéro de téléphone d'un représentant avec qui il sera possible de communiquer pour obtenir des précisions ou le consulter sur d'autres aspects de la proposition du soumissionnaire.

Nom

Signature

Date

E) DISPONIBILITÉ ET STATUT DU PERSONNEL

Le soumissionnaire atteste que, s'il est autorisé à offrir des services dans le cadre de tout contrat découlant de la présente DP, les employés désignés dans sa proposition seront prêts à entreprendre l'exécution des travaux dans un délai raisonnable après l'obtention du contrat ou dans le délai mentionné dans ce dernier.

Si le soumissionnaire a proposé un employé pour satisfaire aux exigences de ce travail qui n'est pas l'un de ses employés, il atteste par les présentes qu'il a l'autorisation écrite de cet employé d'offrir ses services dans le cadre des travaux à exécuter et soumet alors le CV de cet employé à l'autorité contractante.

Lors de l'évaluation de la proposition, le soumissionnaire DOIT, à la demande de l'autorité contractante, fournir une copie de cette permission écrite, et ce, pour la totalité des non-employés proposés. Si le soumissionnaire ne donne pas suite à cette demande, sa proposition pourrait être éliminée.

Nom

Signature

Date

F) ANCIENS FONCTIONNAIRES – STATUT ET DIVULGATION

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen minutieux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définitions

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, chap. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un particulier;
- b. une personne morale;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place de divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de départ, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R.C. (1985), ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R.C. (1985), ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5 et de cette partie de la pension payable en vertu de la *Loi sur le régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir, s'il y a lieu, les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de départ à la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web des ministères.

Programme de réduction des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire en vertu d'un programme de réduction des effectifs? Oui () Non ()

Dans l'affirmative, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, de fin et le nombre de semaines;
- g. le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Nom

Signature

Date

G) COENTREPRISES

1.0 Une proposition transmise par une coentreprise contractuelle doit être signée par chacun de ses membres, ou un avis doit être fourni selon lequel le signataire représente toutes les parties de la coentreprise. Le cas échéant, il faut remplir ce qui suit :

1. Le soumissionnaire déclare que l'entité qui soumissionne est/n'est pas (rayer la mention qui ne s'applique pas) une coentreprise au sens de la définition figurant au paragraphe 3.
2. Le soumissionnaire qui est une coentreprise doit fournir les renseignements supplémentaires suivants :
 - (a) Type de coentreprise (cocher la mention applicable) :
 - _____ coentreprise constituée en société
 - _____ coentreprise en commandite
 - _____ coentreprise en nom collectif
 - _____ coentreprise contractuelle
 - _____ autre
 - (b) Composition (nom et adresse de tous les membres de la coentreprise)
3. Définition d'une coentreprise

Une coentreprise est une association d'au moins deux parties qui combinent leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leurs compétences, leur temps ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, dont elles conviennent de partager les profits et les pertes et à l'égard de laquelle elles exercent chacune un certain contrôle. Les coentreprises peuvent prendre diverses formes juridiques qui se répartissent en trois grandes catégories :

- a) la coentreprise constituée en société;
- b) la coentreprise en nom collectif;
- c) Si le soumissionnaire présente plusieurs soumissions et souhaite retirer une ou plusieurs des soumissions présentées, le Canada peut lui demander de retirer toutes ses soumissions ou de n'en retirer aucune.

4. L'accord de formation d'une coentreprise se distingue d'autres types d'accord avec des entrepreneurs, comme :
- a) l'accord avec l'entrepreneur principal où, par exemple, l'organisme d'achat passe un contrat directement avec un entrepreneur (principal) chargé d'assembler et d'intégrer le système; les principaux éléments, assemblages et sous-systèmes sont normalement confiés à des sous-traitants;
 - b) l'accord avec l'entrepreneur associé où, par exemple, l'organisme d'achat passe un contrat directement avec chacun des fournisseurs d'éléments principaux et assume lui-même l'intégration ou attribue un contrat distinct à cette fin.
5. Lorsque le contrat est adjugé à une coentreprise non constituée en société, tous les membres de cette coentreprise sont responsables conjointement et solidairement de l'exécution du contrat.

Nom

Signature

Date

H) PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX

Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux »

(http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) disponible sur le site Web du Programme du travail de Ressources humaines et Développement des compétences Canada.

Le Canada a le droit de déclarer une soumission irrecevable si le soumissionnaire ou tout membre d'une coentreprise soumissionnaire, le cas échéant, ne figure pas dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au PCF » au moment de l'attribution du contrat.

D) DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ

1. La politique d'inadmissibilité et de suspension (la « Politique ») ainsi que toutes les directives connexes (2016-04-04) sont incorporées par renvoi au processus d'approvisionnement et en font partie intégrante. Le fournisseur doit respecter les dispositions de la Politique et des directives, que l'on peut consulter dans la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#).
2. En vertu de la Politique, TPSGC suspendra ou pourrait suspendre un fournisseur ou déterminer son inadmissibilité à conclure un contrat avec le Canada si lui, ses affiliés ou ses premiers sous-traitants sont accusés et reconnus coupables de certaines infractions, et autres circonstances. La liste des fournisseurs inadmissibles ou suspendus figure dans la base de données sur l'intégrité de TPSGC. La Politique décrit la façon de présenter une demande de renseignements concernant l'inadmissibilité ou la suspension de fournisseurs.
3. En plus de tout autre renseignement exigé dans le processus d'approvisionnement, le fournisseur doit fournir ce qui suit :
 - a. dans les délais prescrits dans la Politique, tous les renseignements exigés dans la Politique qui sont décrits dans la section intitulée « Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un contrat immobilier »;
 - b. avec sa soumission, son offre ou sa proposition, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration d'intégrité, qui se trouve à la page [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
4. Sous réserve du paragraphe 5, lorsqu'il présente une soumission ou une proposition en réponse à une demande d'AAC, le fournisseur atteste :
 - a. qu'il a lu et qu'il comprend la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#);
 - b. qu'il comprend que certaines accusations au criminel et déclarations de culpabilité au Canada et à l'étranger, et certaines autres circonstances, décrites dans la Politique, entraîneront ou peuvent entraîner une détermination d'inadmissibilité ou une suspension conformément à cette dernière;
 - c. qu'il est au courant que le gouvernement du Canada peut demander des renseignements, des attestations et des validations supplémentaires auprès du fournisseur ou d'un tiers, afin de prendre une décision à l'égard de son inadmissibilité ou de sa suspension;
 - d. qu'il a fourni avec sa soumission, son offre ou sa proposition une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique;
 - e. qu'aucune des infractions criminelles commises au pays ni aucune autre circonstance décrite dans la Politique et susceptible d'entraîner une détermination d'inadmissibilité ou de suspension ne s'appliquent à lui, à ses affiliés ou aux sous-traitants qu'il propose;

- f. qu'il n'est au courant d'aucune décision d'inadmissibilité ou de suspension rendue par TPSGC à son sujet.
- 5. Lorsqu'un fournisseur est incapable de fournir les attestations exigées au paragraphe 4, il doit soumettre avec sa soumission/offre/proposition un formulaire de déclaration de l'intégrité dûment rempli, lequel se trouve à la page [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).
- 6. Le Canada déclarera une soumission, une offre ou une proposition non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont incomplets ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans une attestation ou une déclaration sont faux ou trompeurs, à quelque égard que ce soit. Si, après l'attribution du contrat, le gouvernement du Canada établit que le fournisseur a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse, il pourrait résilier le contrat pour manquement. Conformément à la Politique, le Canada pourrait également déterminer que le fournisseur est inadmissible à l'attribution d'un contrat parce qu'il a fourni une attestation ou une déclaration fautive ou trompeuse.

Attestation :

Je, _____ (nom du fournisseur), comprends que les renseignements fournis au Ministère afin qu'il confirme mon admissibilité à recevoir un contrat peuvent être communiqués et utilisés par AAC et (ou) SPAC dans le cadre du processus de validation, et que les résultats de la vérification peuvent être rendus publics. De plus, je reconnais que, si des renseignements devaient s'avérer erronés ou manquants, il pourrait en résulter l'annulation de ma soumission, la déclaration de mon inadmissibilité ou ma suspension.

Nom

Signature

Date